

Modèle de partage de l'information du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) – février 2020 – Gouvernement de l'Ontario

*Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion de février 2020 du Conseil des dirigeants
 Les renseignements de ce document ne peuvent être communiqués sans l'approbation de l'administration membre (l'auteur).*

ADMINISTRATION : Ontario	Personnes-ressources
1. Réalisations : Décrivez brièvement les réalisations et les avancées majeures et/ou les grandes étapes qui ont été menées à bien dans le domaine de la gestion de l'information et la technologie de l'information (GI/ITI) au cours des 6 à 12 derniers mois au sein de votre administration.	
<u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	<p><u>Direction générale de l'architecture, de la gestion de l'information et du BGP</u></p> <p>1. Amélioration des services d'informatique cognitive L'équipe des Services de conseil en informatique cognitive et en innovation a réussi à améliorer les services d'informatique cognitive en 2018-2019. L'équipe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a développé la première application de robot conversationnel – Ada (l'assistant numérique d'AIP) pour répondre aux questions liées au processus de gestion de projet; • a développé la première application de traitement du langage naturel (TLN) sous la forme d'une application de validation de principe des leçons apprises; • a développé un outil de modélisation cognitive du GOC (OMCG) qui a été la première application cognitive du GOC mise en œuvre dans un environnement de production. • a développé, en partenariat avec le ministère des Finances, un modèle d'informatique cognitive qui utilise des images satellites, des cartes et des données météorologiques pour identifier les zones possibles de non-conformité liées à la croissance du tabac en feuilles non enregistré. <p><u>Direction générale des applications organisationnelles</u></p> <p>1. Modernisation de la GIA – ONE-Key, GO secure, GO-PKI Les services de gestion de l'identité et de l'accès (GAM) permettent au public, au secteur public élargi (secteur public) et à la fonction publique de l'Ontario d'accéder en toute sécurité aux applications commerciales du gouvernement. Les services de GIA modernisés seront lancés sous le nom de Public Secure, BPS Secure et OPS Secure en vue de favoriser la Stratégie du numérique d'abord et la Gestion de la transformation – Un plan d'action pour la modernisation en Ontario en appuyant les applications opérationnelles hébergées dans les centres de données de la FPO, dans le nuage, ou par l'entremise de partenaires opérationnels. Le système de GIA est essentiel pour assurer un accès approprié à tous les environnements technologiques et pour répondre à des exigences de conformité de plus en plus rigoureuses, comme la cybersécurité.</p> <p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

Aujourd'hui, les applications, les services ou les technologies sont accessibles au moyen des services d'authentification de GIA suivants :

- Active Directory : Fournit des services d'authentification et de contrôle d'accès à tous les utilisateurs et serveurs connectés au domaine réseau de la FPO. Il permet des activités de contrôle d'accès telles que l'ouverture de séance aux postes de travail locaux connectés au réseau de la FPO, l'accès aux services Office 365 (p. ex., courriel, partage de fichiers, entre autres), Internet et l'impression.
- GO-PKI : Permet d'identifier et d'authentifier les employés de la FPO et les utilisateurs du SPE qui ont besoin d'avoir accès à des systèmes opérationnels sensibles.
- GO Secure : Fournit un mécanisme transparent permettant aux utilisateurs de la FPO et du SPE d'accéder aux applications opérationnelles du gouvernement. Il fonctionne avec GO-PKI pour protéger les systèmes gouvernementaux sensibles ou, à lui seul, pour leur permettre d'accéder à des systèmes moins sensibles.
- ONe-key : Fournit des justificatifs d'identité aux citoyens ou aux entreprises privées de l'Ontario pour effectuer des transactions sécurisées avec le gouvernement de l'Ontario. Il fonctionne avec l'enregistrement et les mesures de sécurité d'un programme gouvernemental.

Les services d'authentification de GIA prennent actuellement en charge plus de 1 300 applications commerciales comme l'aide sociale, la protection de l'enfance, le Bureau des obligations familiales, les documents essentiels, les permis de conduire et l'immatriculation, les services de santé et l'imposition des entreprises.

2. OPSdocs

OPSdocs permet la gestion numérique des renseignements que les employés du gouvernement et du SPE utilisent pour accomplir leur travail et servir les Ontariens. Ce service permet la gestion des enregistrements opérationnels de la FPO tout au long du cycle de vie de la gestion des documents et des enregistrements dans un système de gestion de contenu organisationnel (c'est-à-dire, OpenText). Le service offre un ensemble de processus et de technologies de gestion de contenu qui gère les renseignements dans l'ensemble de la FPO – de la saisie (numérisation) à l'archivage et à la destruction (gestion des dossiers). Les renseignements sont stockés en toute sécurité dans un emplacement central, ils sont faciles à trouver et ils fournissent des outils pour assurer le respect des politiques de tenue de dossiers de la FPO. Cela signifie que tous les documents numériques peuvent être consultés et communiqués de quelque manière que ce soit pour un secteur de programme. OPSdocs permet la gestion modernisée des enregistrements opérationnels de la FPO dans un système de gestion de contenu organisationnel. À l'heure actuelle, il y a 11 849 utilisateurs d'OPSdocs dans la FPO et environ 90,9 millions de documents stockés.

3. Modernisation de la gestion des talents

Le Cadre de gestion des talents (GT) est le mécanisme par lequel la FPO comprend et gère les talents, en veillant à ce que les employés continuent d'avoir les compétences et les capacités

nécessaires pour remplir leur rôle et offrir des services publics de qualité. Le système actuel de GT est une solution qui permet à l'organisation de mettre en œuvre le cadre de GT et se compose de trois modules d'application : Profil du talent, évaluation du rendement et de la préparation (ERP) et gestion de la relève. Le système modernisé de GT comprendra un nouveau système offrant les fonctionnalités de base du Système de gestion des talents dans l'environnement d'informatique en nuage GO et remplacera les composants de base du module Profil du talent et du module ERP.

4. Modernisation du Système de gestion des nominations (SGN)

Le SGN est un espace numérique où le personnel chargé des nominations dans l'ensemble du gouvernement gère les nominations publiques pour ses organisations, conseils et commissions. Ce système est administré par le Secrétariat des nominations (SN) et est utilisé par le Cabinet du premier ministre et plusieurs ministères dans la FPO. Les utilisateurs sont en mesure de créer des postes, des annonces et de consulter les candidats pour trouver le bon candidat pour les nominations. La modernisation de l'application interne du SGN et du site Web public du SN qui gère les nominations de personnes compétentes aux organisations, conseils et commissions de la province impliquera la migration des applications hébergées ou prises en charge par .NET SDC vers l'hébergement de l'informatique en nuage Azure géré par le GOC.

5. Gestion électronique des réunions Navigateur de classeur

Le Navigateur de classeur est une application de gestion électronique des réunions qui permet d'éliminer les grands classeurs papier que l'on utilise souvent pour appuyer les réunions et leur ordre du jour. À l'aide d'un format de vignette et de bande pour afficher l'ordre du jour, les utilisateurs peuvent également accéder aux documents à l'appui et de faire des commentaires au moyen d'un écran tactile ou d'une interface traditionnelle à l'aide d'une souris. Le Navigateur de classeur a été adopté pour toutes les réunions du Cabinet et les comités du Cabinet, et la nouvelle administration l'a également adopté comme outil normalisé pour les réunions du Cabinet et du Conseil du Trésor. Cela signifie que les réunions du Conseil des ministres et du Conseil du Trésor de l'Ontario sont désormais entièrement numériques.

L'utilisation de l'outil dans l'ensemble de la collectivité des utilisateurs comprend ce qui suit :

- Plus de 30 comités
- Plus de 2 000 utilisateurs
- Plus de 600 classeurs ont été créés par voie électronique, économisant ainsi de nombreuses heures d'impression et d'assemblage ainsi que des milliers d'arbres.

6. eApprovals (Approbations électroniques)

eApprovals est un outil de flux de travaux d'approbation utilisé pour approuver numériquement des lots de documents, comme des notes d'information et des rapports. Ce système remplace le processus traditionnel d'impression, de signature, de numérisation, d'envoi de courrier électronique et de répétition par une application facile à utiliser basée sur un navigateur (plus d'impression) qui peut prendre en charge tout type de fichier et peut être utilisée en quelques

minutes. eApprovals aide à réduire les coûts globaux de la FPO pour les systèmes d'approbation, en utilisant un système organisationnel commun qui exploite une solution et une infrastructure pour tous les ministères. Ce système permet également de réduire la quantité totale de papier nécessaire dans la FPO. Le GOC met actuellement l'accent sur la mise en œuvre d'un processus à l'échelle de l'organisation pour obtenir les autorisations de voyager à l'extérieur de l'Ontario à l'aide du système d'approbation électronique.

Direction générale des demandes liées aux regroupements

1. Modernisation de la vérification de l'observation fiscale

La Vérification de l'observation fiscale (VOF) est un service que le ministère des Finances (MDF) offre pour une vaste gamme de programmes et de services gouvernementaux qui confirme que les entreprises respectent leurs obligations fiscales provinciales et fédérales.

Le GOC, en partenariat avec le MDF et le Centre d'excellence .Net, a récemment livré une application de VOF modernisée. Cette solution facilite la mise en place d'une voie de ligne libre-service permettant aux utilisateurs publics de confirmer l'observation fiscale en temps réel, ainsi que d'une suite administrative qui permet aux partenaires de notre ministère d'exercer des fonctions de libre-service tout en allégeant les charges administratives manuelles. Cette initiative appuie le mandat d'Ontario ouvert aux affaires, qui facilite les activités commerciales dans la province et vise généralement à offrir des services publics numériques.

2. Application Advisory Pro (AdPro)

Le MDF, en partenariat avec le GOC et le Centre d'excellence .Net, a récemment mis en place le système AdPro, un système de gestion des cas et de la charge de travail entièrement automatisé, couplé à un canal de libre-service « en ligne » pour répondre aux demandes de renseignements ou interprétations communes internes de la FPO et à la consultation sur toutes les lois fiscales et tous les programmes de prestations administrés par le MDF.

Les demandes de travail sont maintenant générées par les clients internes de la FPO des services consultatifs du MDF, principalement au moyen d'un portail Web, et ces demandes de travail peuvent être automatiquement acheminées au gestionnaire approprié pour l'évaluation et la gestion de la charge de travail. Cela améliore l'efficacité au sein de la direction générale et permet aux spécialistes de la fiscalité consultative de miser davantage sur la prestation des services.

3. Suivi des balles de tabac en feuilles

Le ministère des Finances (MDF) surveille l'ensemble des activités liées au tabac en feuilles de la province de l'Ontario, y compris le tabac séché à l'air chaud, le tabac foncé et le tabac Burley. Le tabac en feuilles est le principal apport à la fabrication de produits du tabac non réglementés en Ontario.

Cette initiative avait pour but d'améliorer la surveillance par le MDF du tabac en feuilles par la mise en œuvre d'un système qui permettrait au MDF d'administrer l'émission d'étiquettes

d'identification par radiofréquence (IRF) du gouvernement de l'Ontario et le suivi des étiquettes ou des balles pour les producteurs autorisés de tabac en feuilles ou les producteurs qui contribuent à réduire les fuites liées au tabac en feuilles et à accroître les recettes fiscales du gouvernement. Le GOC et le MDF ont mis en œuvre ce système pour la saison de culture 2019.

4. Modernisation de l'impôt sur l'administration des successions

En 2015, le ministère du Procureur général (MPG) s'est associé au ministère des Finances (MDF) pour assurer l'administration des programmes concernant les droits de succession. Environ 25 000 déclarations de revenus sont gérées chaque année par le MDF, l'accent étant mis sur la vérification et la validation de la conformité. Ce projet du GOC-MDF a permis de moderniser la solution de droits de succession, y compris l'automatisation de l'intégration des déclarations de renseignements sur la succession (DRS) du Bureau d'aide des services partagés de l'Ontario (SPO) à l'aide de formulaires intelligents en ligne afin de traiter les questions liées à la DRS. Il a également fourni un système qui a amélioré l'expérience du client et les activités administratives du MDF grâce à la mise en œuvre de la fonctionnalité de gestion des cas qui exploite Dynamics CRM. Grâce à l'utilisation d'une plateforme configurable, le projet a permis de mettre en œuvre des processus propres à l'entreprise, y compris le flux de travail, le suivi des activités, les communications avec les intervenants, la gestion des documents, la base de connaissances et les rapports de tableau de bord, afin de maximiser l'investissement. Le nouveau système a été mis en œuvre en septembre 2019.

5. Modernisation de la carte d'essence des Premières nations

Le ministère des Finances (MDF) rembourse les détaillants d'essence dans les réserves lorsqu'ils vendent de l'essence à des personnes appartenant aux Premières Nations. Ce programme a été administré à l'aide d'une carte d'essence de l'Ontario, qui a été délivrée par la province aux personnes appartenant aux Premières Nations qui ont fourni une preuve de leur statut d'Indien. La personne présente ensuite la carte d'essence de l'Ontario au détaillant pour acheter l'essence exonérée de taxes, et le détaillant crée une demande de remboursement que la province doit traiter. Ce projet du GOC-MDF a remplacé l'actuel certificat d'exemption de l'Ontario (carte à essence) par la carte de certificat de statut Indien (CSI) délivrée par le ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC). La carte émise par le gouvernement fédéral, en particulier le CSI sécurisé, est plus durable, présente des caractéristiques de sécurité modernes et peut être utilisée pour le traitement électronique. Ces documents traitent des préoccupations exprimées par les collectivités des Premières nations au sujet du fardeau administratif lié à l'obligation d'utiliser deux cartes distinctes (carte à essence de l'Ontario et le certificat sécurisé de statut d'Indien (CSSI) ou le CIS) comme preuve du statut d'Indien lors de l'achat d'un produit exonéré de taxe. Cela permet également au MDF de cesser l'administration de la carte d'essence de l'Ontario. Ce projet a été mis en œuvre et le lancement en direct a eu lieu le 1^{er} janvier 2020.

6. Programme de soins dentaires pour les aînés – Services de vérification automatisée du revenu

L'objectif principal de ce projet était de permettre la vérification automatisée du revenu (VAR) pour les nouvelles prestations sociales du Programme ontarien de soins dentaires pour les aînés (POSDA), de déterminer l'admissibilité et les droits et de s'assurer que le soutien du programme cible les personnes âgées à faible revenu. Ce programme a été désigné comme faisant partie du projet de loi de printemps et il a été lancé le 20 novembre 2019 au moyen d'une annonce faite ce jour-là par le premier ministre. Le responsable du programme, le ministère de la Santé, s'est associé au ministère des Finances (MDF) et au GOC pour établir l'administration du programme. Ce projet a permis à la Direction générale des services de vérification du revenu (DGSVI) du MDF de se joindre au POSDA dans le service de VAR. La solution a été configurée par le GOC, en partenariat avec notre fournisseur FAST, en utilisant les structures existantes et le modèle de traitement établi pour la VAR et les services aux entreprises. On prévoit que 100 000 aînés à faible revenu de l'Ontario bénéficieront de ce nouveau programme chaque année.

Direction des ressources informatiques

1. Modèle d'effectif occasionnel

Le GOC a toujours dirigé un modèle novateur d'effectif occasionnel pour appuyer les clients de la FPO et du SPE sur les projets d'ITI. Nous offrons un répertoire d'environ 200 employés internes hautement qualifiés, possédant une expertise technique en architecture, en gestion de projets, en analyse et en évaluation des facteurs relatifs à la vie privée. De plus, le GOC appuie l'embauche d'experts-conseils externes au moyen des fournisseurs attitrés axés sur les tâches, où le gouvernement de l'Ontario dépense environ 145 M\$ annuellement. Depuis la mise en place du modèle d'effectif occasionnel, en 2009, le GOC a contribué à l'évitement des coûts de 68,9 millions de dollars (dont 4,4 millions de dollars au cours du dernier exercice). Le GOC continue d'étudier et de déterminer l'adoption de mécanismes de prestation de services de rechange pour accroître la valeur et l'efficacité dans la planification, l'intégration et la gestion de l'effectif occasionnel.

2. Service de Gestion de portefeuille de projets Planview (GPPP)

Le GOC offre le service de GPPP à l'échelle de l'organisation. Planview offre des capacités pour gérer les efforts et les coûts liés aux stratégies, aux projets, aux finances et aux ressources et il permet de générer des rapports et des analyses, du niveau du projet jusqu'au niveau stratégique de l'organisme. Planview est également utilisé pour la planification opérationnelle et la gestion des risques et des enjeux. Parmi les principaux avantages, mentionnons une meilleure visibilité du travail, des contrôles renforcés, la qualité et l'établissement de rapports, et une capacité organisationnelle accrue. La FPO s'efforce de migrer vers la dernière version de Planview, qui offrira des capacités étendues pour gérer les projets Agile de manière collaborative, elle offrira des capacités d'établissement de rapport améliorées grâce à l'intégration de PowerBI et elle offrira des possibilités de gestion de portefeuille d'applications dans Planview. Nous souhaitons

	<p>obtenir des renseignements stratégiques et des pratiques exemplaires auprès d'organisations exploitant une solution de gestion de portefeuille de projets organisationnel.</p> <p>3. Gestion du changement organisationnel Le GOC élabore un modèle de service pour accroître la réussite des initiatives de la fonction publique en améliorant la façon dont les personnes vivent le changement (Gestion du changement organisationnel). L'accent est mis sur l'élaboration d'une méthodologie de pratiques exemplaires harmonisée aux fins d'utilisation dans la fonction publique, sur les indicateurs de rendement clés qui mettent en évidence les avantages et le rendement du capital investi (RCI), sur les recommandations en matière de prestation des services (p. ex., les modèles d'encadrement, les options de mise en œuvre) et sur les compétences et les capacités des agents en matière de changement.</p> <p>4. Option : Fournisseur de services gérés (FSG) Remplacement des fournisseurs attirés axés sur les tâches – Modèle de fournisseur de services gérés Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs de l'Ontario (MSGSC) mettront en place un nouveau modèle de fournisseur de services gérés (FSG) pour l'achat de services temporaires d'entrepreneur en TI, ce qui permettra de rationaliser les processus, de réduire les coûts et de permettre aux gestionnaires de projet clients de consacrer moins de temps à l'acquisition de ressources et plus de temps aux projets. Le modèle de FSG appuiera la mise en œuvre d'améliorations clés des services et il est conforme aux initiatives gouvernementales plus vastes comme Faire de l'Ontario une province ouverte aux affaires, la centralisation de la chaîne d'approvisionnement et les initiatives de transformation numérique. Le modèle de FSG sera pris en charge au moyen d'une solution automatisée de gestion des fournisseurs sur le nuage et devrait être mis en œuvre à compter du 1^{er} octobre 2020. Nous souhaitons obtenir les commentaires et les leçons retenues des organisations qui ont mis en œuvre un modèle similaire de FSG pour la prestation de services à l'effectif occasionnel.</p>	
<u>Division de la Cybersécurité (DCS)</u>	<p>Stratégie de la FPO en matière de cybersécurité En juillet 2019, le gouvernement a approuvé la Stratégie de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario. Au cours des trois prochaines années, la stratégie appuiera la transformation de la façon dont les services numériques sont offerts, elle améliorera les pratiques informatiques actuelles et protégera les renseignements personnels de nature délicate et les renseignements privés confiés à la province par les personnes et les entreprises de l'Ontario.</p> <p>Centre d'excellence en cybersécurité pour le secteur public élargi En 2019, l'Ontario a créé le Centre d'excellence (CE) en cybersécurité pour le secteur public élargi. Le CE aidera les ministères et les partenaires de prestation de services du SPE à améliorer la résilience numérique grâce à des activités d'éducation et de sensibilisation et à l'échange de connaissances.</p>	<p>Mohammad Qureshi Officier principal de la sécurité de l'information Division de la cybersécurité mohammad.qureshi@ontario.ca</p> <p>David Hayes Chef de la Direction des opérations de cybersécurité, DCS david.hayes@ontario.ca</p>

	<p>Dans le cadre du CE, l'Ontario a mis sur pied la Communauté de pratique de la cybersécurité, afin d'établir un lien entre les intervenants du secteur public et les intervenants municipaux, de concert avec les experts de la Division de la cybersécurité, pour discuter des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dernières nouvelles et menaces en matière de cybersécurité. - Répondre aux questions des participants sur la cybersécurité. - Solliciter les commentaires des participants sur des sujets d'intérêt liés à la cybersécurité. <p>Les appels de la Communauté de pratique visent à créer un espace permettant aux professionnels de la cybersécurité de toute la province de communiquer des renseignements sur les événements de cybersécurité, de communiquer des expériences lorsqu'ils font face à des incidents cybernétiques et d'établir un forum ouvert pour discuter des idées sur la façon pour les systèmes, les processus et les personnes capables de résister aux cyberattaques.</p> <p>Mois de la sensibilisation à la cybersécurité 2019 L'année 2019 a marqué la 8^e année dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). La cybersécurité a mis en place un programme amélioré en 2019 prévoyant une collaboration avec des partenaires du secteur public extérieurs à la FPO.</p> <p>Parmi les partenariats, mentionnons le gouvernement fédéral, la Police provinciale de l'Ontario, la Ville de Toronto et l'Université de Toronto pour assurer la collaboration entre les secteurs.</p> <p>Tout au long du mois, la Division a publié du nouveau matériel pédagogique hebdomadaire, notamment des vidéos, des infographies, des articles et a offert des webinaires au personnel et aux gestionnaires, qui ont permis une participation à l'échelle de l'Ontario. Le matériel a également été communiqué avec des partenaires du secteur public, des municipalités et des administrations de tout le Canada.</p>	<p>David Langille Chef, Stratégie de cybersécurité, Gestion des risques et Architecture david.langille@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p>Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE)</p> <ul style="list-style-type: none"> • En mai 2019, le RIPE a été déployé avec succès dans 39 organisations (les 38 organisations non autochtones et une société autochtone). • Lancement des travaux pour la deuxième société autochtone (Services à l'enfance et à la famille de Nijjaansinaanik) • Neuf publications de rapports ont permis de mettre en œuvre 12 nouveaux rapports et plusieurs mises à jour dans les rapports existants. • Quatre publications régulières réussies du RIPE ont permis de mettre en œuvre 22 demandes de modification du secteur (appuyer des documents cliniques plus précis, appuyer de nouvelles exigences réglementaires et réduire le fardeau administratif). 	<p>Aklilu Tefera Dirigeant principal de l'information et sous-ministre adjoint, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et Groupement ITI pour les services sociaux Aklilu.Tefera@ontario.ca</p>

- Les exigences législatives de la partie X de la *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* (LSEJF) sont prévues dans le RIPE.
- Plus de 400 défauts à l'extérieur de la publication trimestrielle ont été résolus.
- Environ 900 scripts ont été automatisés pour les tests afin d'obtenir des gains d'efficacité.

Système d'information des clients sur l'autisme (SICA) de l'Ontario

- Le SICA a été mis en œuvre en avril 2019 pour aider l'équipe centralisée d'admission et d'enregistrement du Programme ontarien des services en matière d'autisme (POSA) à traiter les demandes des familles d'enfants atteints d'autisme.
- Depuis sa mise en œuvre, plus de 2 683 demandes de budget pour l'enfance ont été reçues de clients inscrits sur la liste.

Développement des enfants en santé – Système d'information sur les services intégrés pour enfants (DES-SISIE)

- La version de juin 2019 a permis de mettre en œuvre une fonctionnalité pour recueillir le consentement de l'écran de facteurs de risque et les résultats correspondants qui soutiennent que tous les nourrissons nés en Ontario sont admissibles au prélèvement sanguin au talon pour le cytomégalovirus congénital et d'autres facteurs de risque génétique associés à une perte auditive précoce.
- La version de novembre 2019 a permis de mettre en œuvre deux rapports à l'intention des fournisseurs de services pour appuyer les données relatives à l'écran de perception auditive élargi et le consentement connexe.

Aide sociale – MyBenefits (MesPrestations)

MesPrestations est une solution mobile numérique qui permet aux clients du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et du programme Ontario au travail (OT) de vérifier l'état de leurs prestations et de déclarer eux-mêmes tout changement à leur revenu et à leurs renseignements.

- Le GSSEJ a mis à l'essai MesPrestations dans tous les bureaux du POSPH et les sites du programme Ontario au travail.
- Intégration à Public Secure terminée pour l'authentification des utilisateurs.
- La fonctionnalité de téléchargement de documents a été instaurée pour la déclaration de revenus.
- Il y a maintenant plus de 20 000 utilisateurs de MesPrestations.

Assistance sociale – Gestion électronique des documents (GDE)

	<p>Le projet de GDE vise à faire place à l'imagerie, au stockage électronique et à l'extraction des documents du client requis du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et du programme Ontario au travail (OT). Le projet crée une voie unique de documents électroniques pour le personnel et réduit la charge de travail afin que le personnel puisse fournir de meilleurs services aux bénéficiaires de l'aide sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le GSSEJ a fourni une solution de GDE aux fins d'un déploiement complet dans les 47 bureaux du POSPH sur 3 ans, selon une approche progressive. • Le GSSEJ a intégré les exigences du programme OT à la base de référence du POSPH en lançant, en octobre 2019, le premier programme de services sociaux et d'emploi (PSSE) de la Ville de Toronto. Cette démarche constitue une base en vue d'un modèle évolutif qui servira de base à d'autres municipalités à l'avenir. • À l'heure actuelle, 16 bureaux du POSPH et 2 bureaux du programme OT participent activement au projet de GDE et en font usage d'ici à décembre 2019. <p>Système de gestion des cas (SGC) du Bureau des obligations familiales (BOF) Nous avons réussi les améliorations et les mises à niveau de la technologie du SGC du BOF en vue de la transformation des activités du BOF en septembre 2019, dernière étape du plan triennal de transformation du BOF intitulé « Bâtir notre avenir », qui a abouti à l'adoption d'un modèle de prestation de services par niveau plus efficace pour les 300 000 clients et plus utilisant le système partout en Ontario.</p> <p>Lancement de la stratégie, du plan opérationnel et des mesures de rendement du GSSEJ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement de cinq orientations stratégiques en février 2019, qui sont utilisées pour aider les cadres à déterminer les priorités. • Lancement du Plan opérationnel du groupement en août 2019, harmonisant tous les travaux sur une orientation stratégique, ce qui permettra au personnel d'établir un lien direct entre son travail et l'orientation du groupement. • Essais de mesures pour vérifier si le groupement atteint ses objectifs stratégiques. 	
<p><u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GISC)</u></p>	<p>Moderniser la garde d'enfants</p> <p>Le Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG) a été conçu et exécuté avec succès pour appuyer la réduction du traitement manuel et l'exécution en temps réel d'un mécanisme électronique en ligne pour consigner les plaintes concernant les programmes sous licence. Cette solution permet au personnel du ministère de consigner et de gérer les plaintes du public de façon cohérente et centralisée tout en assurant l'exactitude des données. De plus, la base de données provinciale appuie la réponse en temps voulu à des plaintes et permet des analyses de données pour dégager les tendances et la fourniture de rapports au niveau provincial.</p>	<p>Soussan Tabari, Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les services à la collectivité Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

En mai, juin et septembre 2019, de nouvelles versions ont été lancées avec succès pour prendre en charge d'autres fonctionnalités et améliorations. Les principales améliorations apportées aux versions visaient à mettre en œuvre les modifications législatives de la *Loi de 2019 visant à rétablir la compétitivité de l'Ontario* apportées à la liste de contrôle de l'Agence de la garde d'enfants en milieu familial et au langage normalisé d'approbation/conditions des directeurs. Des modifications réglementaires ont également été apportées à la *Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance* (LGEPE) pour les centres de garde d'enfants (CCC), les garderies et l'Agence de la garde d'enfants en milieu familial. De plus, des améliorations ont été apportées au module sur les plaintes du Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG).

La **Solution d'analyse pour la petite enfance (SAPE)** est une solution de renseignements organisationnels (RO) et d'établissement de rapports conçue pour intégrer les données provenant des nombreuses solutions opérationnelles en matière d'ITI pour soutenir une prise de décisions fondée sur des données probantes. Le SAPE offre une solution Web souple qui permet de créer et de distribuer des rapports normalisés au personnel du ministère, ce qui aide à gérer la répartition de la charge de travail dans les sept régions. La SAPE comprend 30 rapports normalisés et trois tableaux de bord ainsi qu'une fonction libre-service de production de rapports ponctuels qui permet au personnel du ministère de faire le suivi des renseignements de permis de garde d'enfants et de cerner les tendances et les enjeux dans plusieurs régions au fil du temps.

Au cours des derniers mois, de nombreuses améliorations ont été apportées au SAPE afin de prendre en compte les nouvelles fonctions et modifications du système source du SGPSG, ainsi que la nouvelle fonctionnalité de production de rapports conçue pour faciliter la réalisation et la surveillance des initiatives du ministère axées sur le portefeuille de la petite enfance. Ces améliorations ont toutes pour objectif de fournir un processus souple et rationalisé qui répond efficacement aux besoins en matière de rapports, réduit les efforts manuels autant que possible et garantit la qualité des données. À l'avenir, le projet commencera à mettre en œuvre les méthodologies Lean Six Sigma pour appliquer les meilleures pratiques et affiner davantage le développement et la fourniture de nouvelles fonctionnalités, y compris un rapport sur le sondage actualisé sur les services de garde ainsi qu'un rapport actualisé sur le profil municipal prévu à l'été 2020.

Une nouvelle collection (Expériences sur la petite enfance) a été ajoutée au Système d'information scolaire de l'Ontario pour recueillir des renseignements exhaustifs et rétrospectifs au sujet de la participation d'un enfant dans les programmes de la petite enfance. Les données, demandées au moment de l'inscription de l'enfant à la garderie, permettraient de mieux comprendre comment les familles accèdent aux programmes, améliorant ainsi l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes.

ON y va est une application de collecte de données pour consigner l'emplacement et les coordonnées à jour des centres pour l'enfant et la famille partout en Ontario. Ces données sont affichées sur une carte publique du site Web Ontario.ca et servent à rendre compte de la situation des centres ON y va en Ontario (les rapports comprennent, des programmes autochtones et francophones, des heures d'ouverture, etc.).

En 2019, les emplacements et les coordonnées ont été recueillis pour plus de 1 200 emplacements de centre ON y va et ont permis de remplir une carte publique dans le site Web Ontario.ca afin d'offrir aux parents une vue à jour de tous les programmes ON y va, leur emplacement et leurs heures d'ouverture dans l'ensemble de l'Ontario.

Le **Système d'administration des données d'investigation (SADI)** a été mis au point pour faciliter le suivi et la surveillance des enquêtes sur les services de garde d'enfants pour appuyer l'application des dispositions liées à la garde des enfants, comme mandaté par la *Loi sur la garde d'enfants et la petite enfance*. À l'aide du cadre d'application et de modernisation des services de garde d'enfants déjà mis en place et de la technologie de la plateforme de gestion de cas (Siebel), le système a été conçu et lancé en novembre 2015 pour commencer la saisie des cas d'établissements de garde d'enfant non réglementés et faciliter les processus d'inspection et d'exécution. Le système consigne tout le cycle de vie des enquêtes de garde d'enfants, y compris les plaintes, les premières visites, les enquêtes, les mesures d'exécution, et les poursuites, et il comprend une fonctionnalité d'analyse de données.

Une application mobile a bien été livrée en mars 2017, accompagnée d'un nouvel environnement d'infrastructure pour appuyer le lancement. Cette solution mobile permet aux enquêteurs d'utiliser un appareil mobile tout en menant les enquêtes et les inspections des garderies. Cela réduit les temps de traitement et permet aux utilisateurs de joindre le système principal de gestion de cas pour récupérer les détails des cas et utiliser des enregistrements de voix, des images et des vidéos pour appuyer les enquêtes.

Les enquêteurs sur le terrain qui mènent leurs enquêtes sur iPad tirent actuellement parti de la solution mobile et sont en mesure de ramener les temps de traitement à l'objectif de 50 % en réduisant le temps de rédaction du rapport consécutif à la visite d'enquête pour entrer des notes dans le système.

Depuis que la solution a été fournie, des améliorations ont été apportées pour tenir le système à jour, telles que l'ajout d'un système de suivi des feuilles de temps, l'introduction de nouveaux modèles de conformité et la fonctionnalité de recherche globale.

Application de l'intelligence artificielle aux documents non structurés

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité a collaboré avec la Division de la planification des systèmes, de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Éducation de

l'Ontario (MEO) pour restructurer la solution « **Made in EDU** » existante. La solution permet aux analystes des politiques et des programmes d'accéder à un répertoire de documents pour déterminer et localiser les rapports et documents de recherche, d'évaluation et de mobilisation des connaissances déjà obtenus afin de faciliter l'élaboration des politiques et des programmes.

Lancée en avril 2019, la solution remaniée intègre l'intelligence artificielle, en particulier la compréhension du langage naturel, qui permet aux utilisateurs d'effectuer plus rapidement des recherches plus pertinentes et d'explorer des recherches tangentielles et connexes. La solution « **Revamped Made in EDU** » a permis aux utilisateurs d'effectuer leurs recherches en utilisant des expressions d'une manière qui leur est naturelle plutôt que d'adapter leur recherche à la machine et a employé une interface utilisateur simple et intuitive qui a grandement amélioré la facilité d'emploi de la solution. La solution fondée sur l'intelligence artificielle (IA) a permis de renforcer la confiance dans la pertinence des résultats de recherche et de réduire considérablement le temps nécessaire pour trouver un document ou une ressource précis par rapport à la solution précédente.

Grâce aux améliorations apportées à cette solution fondée sur l'IA, les utilisateurs du ministère de l'Éducation seront mieux outillés pour mener la recherche nécessaire à l'élaboration de politiques et de programmes conformes aux priorités gouvernementales qui répondent aux besoins éducatifs des étudiants de l'Ontario et de leurs parents.

Collecte automatisée de données financières et de données sur la dotation auprès des municipalités de l'Ontario

La suite de produits de planification Hyperion d'Oracle a été déployée pour automatiser et sécuriser le processus de collecte de données financières et de données sur la dotation de plus de 444 municipalités en Ontario. Autrefois, cette tâche (appelée les rapports d'information financière) était réalisée au moyen de feuilles de calcul et de courriels, ce qui donnait lieu à une méthode de collecte exigeante en main-d'œuvre, assujettie aux erreurs et non sécurisée qui a été remplacée par une application de planification financière centralisée inspirée de l'approche de transmission électronique des déclarations de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Un des principaux objectifs de ce nouveau système entièrement modernisé consiste à permettre l'utilisation interne plus efficace des données recueillies (traitement analytique en ligne) et de faciliter l'échange de données parmi tous les intervenants à l'aide des interfaces connues, par exemple Microsoft Excel. Cela a été mis en œuvre dans toutes les municipalités de l'Ontario et a été lancé en mars 2017.

Un petit projet-pilote a été achevé en mars 2019 pour moderniser le site Web public actuel afin de faciliter l'accès aux données des rapports d'information financière et de les rendre utiles. On demande du financement pour poursuivre ce travail dans le but ultime d'offrir un accès dynamique directement aux données des rapports d'information financière afin de remplacer l'approche statique de fichiers csv actuellement utilisée.

Amélioration de la facilité d'emploi et de la disponibilité des données sur l'éducation

Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (MEO) a comme mandat de recueillir des renseignements sur les études auprès des écoles et des conseils scolaires partout en Ontario aux fins d'établissement de rapports, d'analyse et de prise de décisions fondées sur des données probantes.

À titre d'évolution de l'entrepôt de données existantes, le Groupement ITI pour les services à la collectivité, avec leurs partenaires du MEO, a harmonisé la riche collecte d'information sur l'éducation avec les nombreux processus opérationnels que le ministère utilise chaque jour. Par conséquent, la facilité d'emploi des renseignements s'est considérablement améliorée, de même que l'efficacité du stockage et de la récupération des données. De plus, il existe également une nouvelle capacité permettant d'établir des liens vers bon nombre d'autres ensembles de données internes et externes, offrant la possibilité d'une analyse de l'éducation plus exhaustive. Cette nouvelle approche dimensionnelle a mené à la création de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario (EDEO), en tant que chef de file de l'industrie.

Un ensemble complet de données sur l'éducation étant maintenant disponible, l'objectif d'élaboration de l'EDEO a été sur la création d'entrepôts de données axés sur les opérations établis sur la réussite et l'obtention de diplôme des étudiants. Des travaux ont également été effectués pour rendre les renseignements du niveau de l'étudiant accessibles à plusieurs directions dans le ministère afin que les données soient utilisées de façon uniforme.

Pour fournir un créneau efficace dans cette source de données enrichie, le MEO et le GISC ont pris de l'avance dans l'espace libre-service des renseignements organisationnels avec la création du **Centre d'information sur l'éducation (CIE)**.

Le CIE est un portail d'établissement de rapports et d'analyse à l'usage du MEO et des représentants provenant de 72 conseils scolaires et de quatre autorités scolaires financés par l'État. Cela permet au CIE de transmettre des applications de présentation de rapports interactives aux intervenants du ministère et des conseils scolaires en leur donnant un point de vue unique sur les tendances et les résultats en éducation au moyen d'une interface Web facile à utiliser.

Des lancements récents comprenaient une interface de profil analytique sur l'éducation des Autochtones qui permettra aux utilisateurs d'examiner les tendances d'inscription et les résultats de réussite des étudiants pour les étudiants qui se sont identifiés comme autochtones. Un autre lancement récent comprenait une nouvelle application de profil de conseil scolaire, qui offre une vue globale des statistiques d'éducation pour chaque commission scolaire.

En septembre 2017, il y a eu un changement majeur dans la prestation des applications avec la migration du CIE vers le nuage – la première application intégrée de la FPO à le faire. Le passage à l'informatique en nuage a permis une utilisation plus souple des ressources, la prestation rentable des applications et l'amélioration du délai de mise sur le marché.

Le 15 mai 2019, la mise en œuvre de la phase 2 du portail du CIE a été approuvée. La principale nouvelle fonction présentée est une importante amélioration de l'outil utilisé pour interroger des données. La suite d'outils Power BI de Microsoft remplacera le produit Power View actuellement disponible. Ce changement se traduira par une importante amélioration des capacités du CIE. Le nouvel outil est entièrement compatible avec tous les navigateurs Internet et est accessible au moyen des applications mobiles. Cela signifie que les utilisateurs du CIE pourront désormais accéder à l'ensemble complet des nouveaux outils d'établissement de rapports à l'aide de n'importe quel navigateur sur une grande variété d'appareils. La mise à niveau à Power BI fournira également aux utilisateurs du tableau de nouvelles fonctions d'analyse qui permettront une planification et une surveillance appuyées des données. Au cours de la deuxième phase du CIE, on met actuellement à l'essai les rapports Power BI à l'aide de trois conseils scolaires et ce projet-pilote devrait se dérouler de façon plus générale à mesure qu'il s'achemine vers le lancement complet prévu pour mars 2020. Cette version, qui utilise Azure Active Directory, les Services de base des applications et des données (SBAD) ou un fournisseur d'identité SAML-2.0 conforme, est également ciblée. Elle permet aux utilisateurs des conseils scolaires du CIE d'utiliser leurs renseignements d'identification de commission scolaire existants (nom d'utilisateur et mot de passe) pour accéder à l'application.

Une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services

La Division de l'emploi et de la formation (DEF) du ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences a travaillé en étroite collaboration avec le Groupement ITI pour les services à la collectivité pour une solution complète de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services (SP Connect). La solution comprend plusieurs fonctionnalités, par exemple la planification opérationnelle, la passation de marché sur l'accord sur les paiements de transfert avec l'élaboration, l'évaluation, la recommandation, les approbations, le modèle d'accord et la production d'un plan. La solution permet également la gestion des accords, surveille le rendement et les données financières de même que les suivis, et évalue le fournisseur de services et les accords de paiement de transfert.

Cette solution fournit un cadre homogène pour la planification, la livraison et la surveillance des programmes et des services avec cohérence et efficacité. La conception hautement configurable fondée sur le modèle permet aux secteurs de programme de concevoir, d'exécuter et d'évaluer les programmes et les services, en plus d'apporter des changements rapides, le cas échéant. La souplesse et la capacité de la conception du système permettent son exploitation au sein du gouvernement de l'Ontario pour des exigences semblables.



Le système a été mis en œuvre en mars 2017, et il y a eu depuis lors des améliorations pour accroître l'efficacité et alléger davantage le fardeau administratif pour le ministère et les fournisseurs de services. Nous avons également apporté les améliorations nécessaires pour tenir le système à jour, comme la mise à jour des modèles de programme. À l'heure actuelle, des changements sont apportés à la Transformation des services d'emploi (TSE) de l'Ontario, qui consiste à intégrer les programmes d'aide sociale et les programmes d'Emploi Ontario.

Foyers de soins de longue durée – Réduction des taux

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GISC) a travaillé en étroite collaboration avec la Division des foyers de soins de longue durée du ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) et le Groupement ITI pour les services de santé (GISS), pour mettre en œuvre le Système électronique d'information pour la réduction de tarifs (E-RRISA) pour moderniser le secteur d'activités de la réduction des tarifs pour les foyers de soins de longue durée (FSLD).

Les résidents des FSLD sont tenus de contribuer au coût de leur logement (de base ou de préférence) au moyen d'une quote-part. Afin de veiller à ce que le revenu ne constitue pas un obstacle à l'accès, les résidents qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour payer le taux de quote-part pourraient être admissibles à une réduction du montant de leur quote-part. On appelle cela la « réduction des taux » et elle est disponible uniquement aux résidents d'un logement de base. Les FSLD soumettent des demandes de réduction des taux au ministère pour le compte des résidents. On estime que le ministère reçoit environ 33 000 demandes par année.

Le système E-RRISA est intégré à la fonction de vérification automatisée du revenu, où un avis de cotisation détaillé pour les résidents de soins de longue durée peut être récupéré de l'ARC et rempli dans le système E-RRISA pour la demande de réduction des taux. Cette fonction améliore l'exactitude des données et réduit la saisie manuelle par les administrateurs de FSLD. Le GISC continue d'appuyer le système E-RRISA pour toutes les activités de soutien à l'exploitation et à la production, y compris l'entretien de l'infrastructure et des applications.

Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO)

Le RAFEO est un programme phare du ministère des Collèges et Universités. Le RAFEO est chargé d'administrer les régimes provinciaux et fédéraux d'aide financière aux étudiants pour les étudiants de l'Ontario qui effectuent des études postsecondaires.

Le RAFEO offre aux étudiants admissibles de l'Ontario l'aide financière nécessaire pour payer les coûts liés aux études comme les frais de scolarité, les livres, les frais de subsistance et le transport. De plus, le RAFEO offre des options d'aide au remboursement lorsque les étudiants terminent leurs études. L'aide financière comprend plus de 20 instruments de financement et peut venir de diverses manières : subventions, bourses, bourses d'études, bourses de

perfectionnement, réduction de dettes, l'exemption d'intérêts, programme de travail-étude, ou prêts.

Le RAFEO est une solution Web mobile qui comprend plus de 50 applications et sous-systèmes pour appuyer la collecte de données et le traitement des demandes pendant trois années universitaires, et la consultation de données pour toutes les années historiques. Le RAFEO est utilisé par plus de 3 millions d'étudiants ontariens, des centaines d'employés du ministère et plus de 3 000 agents d'aide financière dans plus de 2 000 bureaux financiers répartis dans plus de 2 000 universités et collèges du monde entier.

Au cours des 12 derniers mois, il y a eu plus de 45 versions dans tous les principaux sous-systèmes et applications pour appuyer les priorités gouvernementales, les changements stratégiques et les améliorations. Il s'agissait notamment de plus de 30 exercices de simulation pour des révisions de politiques fondées sur des données probantes, de mettre en œuvre des changements aux règles opérationnelles, de modifier le système pour l'harmoniser avec les engagements financiers du gouvernement, de restructurer le système de conversion des subventions en prêts et de remboursement des subventions, de changer le système de paiement manuel en système de paiement électronique pour les étudiants à temps partiel de base, de mettre en œuvre un nouveau portail de fichiers de données pour l'intégration de tiers et les améliorations liées à la conformité à la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et à la sécurité.

Système d'information sur les autorisations et les inscriptions concernant les programmes (SIAIP)

L'application du SIAIP du GISC est un exemple de la façon dont le GISC permet aux organisations de faire des affaires avec le gouvernement au moyen de la numérisation, du libre-service et de la rationalisation des processus. En février 2019, l'application du SIAIP a été lancée. Le SIAIP automatise les processus opérationnels de bout en bout entre le ministère des Collèges et Universités et environ 500 collèges privés d'enseignement professionnel (CPEP). Le SIAIP appuie le rôle du ministère dans la surveillance et la réglementation des CPEP, et dans la modernisation des activités de base de la direction au moyen de l'automatisation, de la restructuration des processus opérationnels, et de l'amélioration de la gestion des données.

Le SIAIP est une transformation pour le secteur des CPEP, car il représente un grand pas en avant, passant d'un processus essentiellement papier à une véritable prestation de services numériques. La refonte des processus opérationnels et l'automatisation réduiront considérablement le fardeau administratif du secteur des CPEP et des opérations internes de la Direction des collèges privés d'enseignement professionnel (DCPEP), ce qui permettra d'améliorer les délais d'exécution des services clés. Le SIAIP offrira une expérience utilisateur axée sur la clientèle aux intervenants de son secteur au moyen d'une interface utilisateur

	<p>moderne et de la commodité de la présentation de demandes sans papier et du traitement en ligne des paiements.</p> <p>L'application du SIAIP démontre également la capacité de la DCPEP à renforcer les investissements en ITI. Le SIAIP a été développé sur la plateforme iACCESS. Il s'agit de la plateforme qui a été construite pour permettre la création d'un programme d'aide financière aux étudiants (« Programme d'aide aux étudiants de l'Ontario ») au ministère des Collèges et Universités (MCU) et qui a ensuite été mise à profit pour les divers secteurs d'activité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Garde des enfants – ministère de l'Éducation. ○ Archéologie et patrimoine – ministère des Industries du patrimoine, du Sport, du Tourisme et de la Culture. ○ Soins de longue durée – ministère de la Santé et des Soins de longue durée. ○ Programmes résidentiels pour les enfants et les jeunes – ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires. 	
<p><u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u></p>	<p><u>Modernisation des centres de contact – Partie 2</u></p> <p>Mise en œuvre réussie de 44 centres de contact des programmes sur une plateforme représentant jusqu'à 20 millions de contacts chaque année, assurant la continuité des opérations et le traitement des systèmes ayant dépassé leur seuil de fin de vie utile et des anciens systèmes. En outre, des améliorations ont été apportées pour faciliter l'expérience client.</p> <p><u>Ligne d'information pour les militaires</u></p> <p>Le gouvernement s'engage à établir une « ligne téléphonique unique » pour les membres des Forces armées canadiennes (FAC) et leurs familles. Cette ligne d'information a été mise en place en septembre 2019 en collaboration avec ServiceOntario. Notre ligne d'information offre service en direct avec des agents du service à la clientèle ayant des connaissances spécialisées afin de fournir une aide à valeur ajoutée aux appelants de familles de militaires pour les demandes de renseignements concernant les cartes de santé, les permis de conduire, l'immatriculation des véhicules et d'autres programmes, comme les écoles et les services de garde d'enfants dans leur collectivité.</p> <p><u>Mécanisme d'évaluation adaptable</u></p> <p>L'engagement, dans le cadre plus large du projet L'Ontario ouvert aux affaires, a permis de mettre en œuvre une nouvelle ligne d'information et de rétroaction des affaires qui aidera les entreprises à formuler des questions, des commentaires, des compliments et des plaintes au sujet de la conformité, des vérifications et des inspections; cela aidera également à établir une stratégie pour traiter les commentaires reçus en vue de promouvoir l'excellence des services et de promouvoir une culture « Comment puis-je vous aider? »</p> <p><u>Commerce électronique de Publications Ontario et système de gestion des commandes</u></p>	<p>Renee Laforet, Dirigeante principale de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca</p>

Publications Ontario est le gestionnaire central et le distributeur des publications du gouvernement de l'Ontario destinées au public, par exemple, le Guide des conducteurs, le Code du bâtiment de l'Ontario, et il est l'éditeur et le distributeur de la Gazette de l'Ontario. Le projet Publications Ontario a offert un système de commerce électronique et de gestion des commandes en nuage hautement configurable en collaboration avec les Services communs de l'Ontario (SCO), qui a remplacé un ancien système qui ne répondait plus aux besoins de l'entreprise et dont le soutien était épuisé.

Résultats :

- une culture agile où les entreprises et la TI travaillent en équipe;
- une interface utilisateur attrayante, intuitive, accessible et mobile;
- promouvoir le libre-service, en offrant aux clients des capacités en ligne pour commander et recevoir des publications numériques et matérielles et construire leur propre bibliothèque en ligne de publications numériques;
- fournir aux clients d'entreprises des relevés mensuels indiquant l'activité du compte et les montants dus; permet l'accès en ligne aux détails des commandes passées et au statut du compte d'entreprise;
- faciliter la gestion des commandes, la gestion des stocks, la gestion des retours, la gestion des comptes clients, la gestion des règles opérationnelles (p. ex., droits, remises, plafonds) et la gestion des publications;
- offrir une facilité élevée de configuration à l'entreprise (c'est-à-dire, conçu pour le changement);
- permettre le rapprochement (p. ex., avec le système financier, avec la passerelle de paiement, avec l'entrepôt indépendant);
- les capacités intégrées d'exportation et d'importation de données prennent en charge les améliorations continues des données en vrac (p. ex., les nouveaux produits ou les produits modifiés), l'analyse des données et le plan d'évacuation du modèle SaaS des SCO;
- possibilité d'effectuer des analyses avancées (p. ex., analyses sectorielles pour appuyer les décisions stratégiques du ministère en ce qui concerne les publications et autres analyses pour appuyer les décisions opérationnelles de Publications Ontario).

L'initiative d'actualisation du SIGIF

Le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) est un des systèmes clés de planification des ressources organisationnelles (PRO) de la FPO, et il est essentiel pour appuyer les activités de gestion financière pour tous les ministères dans l'exécution de leurs programmes et la prestation de leurs services aux Ontariens.

Le projet d'actualisation du SIGIF fait partie d'un cycle nécessaire d'entretien des biens et respecte notre engagement pour moderniser les systèmes informatiques et conserver la transparence et l'imputabilité des finances. Le projet d'actualisation du SIGIF a apporté deux importantes améliorations :

1. Le 28 août 2018, la Direction des systèmes financiers organisationnels a mis en œuvre avec succès une architecture ultramoderne afin de moderniser l'infrastructure du SIGIF. Une solution technologique solide et innovante est proposée pour permettre la transformation et l'expansion opérationnelles futures de la FPO. Cette fondation technologique agile a introduit la dernière technologie innovante de l'industrie – un système d'ingénierie – et a consolidé l'empreinte du SIGIF de 80 %. La nouvelle infrastructure du SIGIF a ouvert la voie à la mise en place d'une solution en nuage et a permis de répondre aux priorités stratégiques pour être plus rapide, plus intelligent et meilleurs.
2. En collaboration avec SCO, la modernisation du renseignement organisationnel, qui remplacera les logiciels et boîtes à outils obsolètes d'établissement de rapports et fournira une plateforme de RO et d'analyse moderne, puissante et sécurisée capable de répondre aux besoins organisationnels émergents des ministères et organismes centraux.

Dans la première phase, on a remplacé Discoverer par Oracle Business Intelligence Enterprise Edition (OBIEE), modernisé la sécurité du RO, migré la Divulgence publique des frais de voyage et d'accueil (DPFVA) vers la base du SIGIF. Elle a été mise en œuvre avec succès le 28 janvier 2019.

La deuxième phase a consisté à migrer les prévisions de trésorerie et la consolidation des comptes publics vers le supergroupe du SIGIF, à mettre en œuvre le centre de coûts, et les prévisions salariales et d'ETP dans Hyperion. Le lancement a eu lieu le 31 mars 2019 et le 29 avril 2019.

La dernière phase a eu lieu le 20 janvier 2020 et permettra d'accroître l'utilisation de l'analyse des données et de la prise de décisions fondées sur des données probantes en poursuivant la formation sur les jeux de données liés au SIGIF pour les superutilisateurs avancés.

Les activités de clôture du projet seront terminées d'ici la fin de l'exercice financier de 2019-2020.

Automatisation des processus robotisés et apprentissage automatique pour les comptes créditeurs – Projet-pilote

Moderniser l'expérience de la fonction publique de l'Ontario (FPO) en permettant aux clients internes du ministère de travailler virtuellement, en soumettant leurs factures par voie électronique.

	<p>En 2018, la Division des services financiers organisationnels (DSFO), en partenariat avec le Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux (GISC), a achevé une validation de principe (VP) pour évaluer et examiner les avantages possibles de l'utilisation de l'automatisation des processus robotisés et de l'apprentissage automatique (APR/AA) pour les processus de comptes créditeurs. La VP a permis de valider que l'utilisation de l'automatisation des processus robotisés et de l'apprentissage automatique était une solution viable à étudier davantage et de moderniser les processus de comptes créditeurs.</p> <p>La DSFO a lancé un projet-pilote visant à automatiser la distribution, le traitement et la vérification des factures, et à moderniser le processus de présentation en fournissant un portail numérique pour remplacer la méthode actuelle de présentation sur papier, en collaboration avec les Services de technologie de l'infrastructure (STI), le GISC et le Bureau du contrôleur provincial. La portée du projet-pilote était axée sur les factures soumises par un ministère et un déploiement à l'échelle de la FPO devrait suivre.</p> <p>Le projet-pilote de l'ARP a été lancé en décembre 2019 en améliorant l'expérience du ministère client et en traitant les factures plus simplement, plus rapidement et mieux, de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ réduire le temps total de traitement de bout en bout pour la soumission des factures AP de 20 à 40 jours à 5 à 8 minutes par facture; ○ maximiser les entrées Priorité au numérique et réduire au minimum l'utilisation du papier; ○ accroître l'exactitude des demandes de paiement et augmenter le pourcentage de factures payées dans les délais prévus; ○ améliorer la conformité et les contrôles grâce au processus de validation préalable. 	
<p><u>Groupement ITI pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p>Adaptateur d'intégration de l'Ontario (AIO)</p> <p>Le Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario achète des vaccins financés par l'État (p. ex., la grippe), des médicaments (p. ex., la tuberculose et les infections transmissibles sexuellement) et des fournitures médicales (p. ex., des trousses de Naloxone) pour le compte de la province. Ces produits sont ensuite distribués dans toute la province aux fournisseurs de soins de santé par le Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario et les bureaux de santé.</p> <p>Chaque année, les 34 bureaux de santé et le Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario reçoivent plus de 160 000 commandes par télécopieur, par voie de commande et/ou par courriel pour des vaccins, des médicaments et des fournitures médicales financés par l'État, de la part des fournisseurs de soins de santé de leur territoire de compétence. Chaque commande est saisie manuellement dans Panorama en tant que demande d'approvisionnement. Il s'agit d'un processus long et fastidieux (de 4 à 6 minutes</p>	<p>Karen McKibbin Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

pour saisir chaque demande). L'entrée manuelle peut également entraîner des erreurs d'entrée de données. La correction de ces erreurs ajoute des minutes au processus.

Pendant la saison de la grippe, le Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario entre également des milliers de commandes attribuées à l'avance afin de permettre la distribution rapide du vaccin contre la grippe. De 2 à 3 employés doivent consacrer plusieurs jours à saisir ces commandes. Le processus peut également entraîner des erreurs de saisie de données humaines.

Le GSS s'est rendu au service de première ligne du Bureau de santé de Peel pour observer le processus d'affaires manuel et a travaillé avec l'équipe technique du Bureau de santé de Peel pour créer un fichier .

xml (à l'aide des renseignements saisis par les fournisseurs de soins de santé au moyen d'un portail) qui pourrait être automatiquement téléchargé dans le module d'inventaire de Panorama à l'aide d'un nouvel outil appelé l'adaptateur d'intégration de l'Ontario (AIO) pour créer une demande provisoire. Les demandes provisoires peuvent ensuite être examinées par les bureaux de santé, au besoin. L'AIO permet également de télécharger jusqu'à 10 fichiers par lot. Une fois que l'AIO a été déployée au Bureau de santé de Peel, elle a été déployée dans les 33 bureaux de santé et au Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario.

L'AIO a permis de réduire les saisies manuelles, les erreurs humaines et la validation de l'information avant la création des demandes d'approvisionnement et il a fourni un moyen plus simple et plus rapide de créer des demandes d'approvisionnement. L'évaluation effectuée au Bureau de santé de Peel a montré que le bureau a bénéficié d'économies de 4 minutes pour chaque demande d'approvisionnement créée.

Tonalités croissantes

La technologie de téléappel au Centre de communications ambulancières (CCA) n'offrait qu'un seul ton très fort, ce qui a suscité des préoccupations en matière de santé et de sécurité chez les ambulanciers. Les ambulanciers sursauteraient au moment de recevoir des appels 9-1-1 par l'intermédiaire d'un système de haut-parleurs. Les fournisseurs de services de téléappel n'ont pas été en mesure de fournir une solution pour résoudre ce problème, mais l'équipe du GSS a été en mesure de concevoir, d'élaborer un prototype et de fabriquer la solution de tonalités croissantes qui fonctionne pour adoucir les tons, de très faibles à élevés. La solution de tonalités croissantes a été mise en œuvre pour rendre les alertes de téléappel d'incidents plus doux et plus confortables pour les ambulanciers. Le matériel a été déployé avec succès dans l'ensemble de la province, dans les 21 CCA et dans près de 500 postes d'ambulances.

Intégration des dossiers médicaux électroniques (DME)

Le ministère s'est associé à OntarioMD (OMD) et aux Services numériques en matière de santé de l'Ontario (anciennement cyberSanté Ontario) pour intégrer les dossiers médicaux électroniques (DME) au Répertoire numérique des médicaments (RNM) et au Répertoire numérique des immunisations (RNI) de la province. Grâce à ce travail, les médecins communautaires qui utilisent des DME certifiés par l'OMD pourront consulter et soumettre les dossiers d'immunisation et avoir accès au soutien décisionnel clinique du prévisionniste de l'immunisation du RNI. Ils pourront également consulter les dossiers des services de pharmacie et de médicaments délivrés par le RNM provincial.

L'intégration des DME améliorera les soins axés sur le patient en offrant aux fournisseurs de soins de santé autorisés un accès électronique sécurisé aux renseignements sur l'immunisation des patients et sur les médicaments délivrés. L'intégration des DME au RNI permettra d'améliorer les résultats pour les patients, de réduire le risque d'événements indésirables, de réduire le fardeau de déclaration de vaccination pour les parents et de rationaliser le processus de travail des fournisseurs de services de première ligne.

Quatre fournisseurs de DME certifiés OntarioMD : OSCAR EMR, Indivica, QHR et YMS participent activement à diverses étapes de développement et de test d'intégration. Le déploiement prévu des cliniciens est prévu à la fin de 2020, et l'objectif est d'environ 800 médecins et infirmiers praticiens communautaires. On prévoit la participation d'autres fournisseurs de DME certifiés par l'OMD et l'intégration des cliniciens en 2021.

Programme ontarien de soins dentaires pour les aînés (POSDA)

La santé buccodentaire est un élément essentiel de la santé globale. Les problèmes de santé buccodentaire peuvent entraîner de graves problèmes de santé, comme l'infection, la douleur, les abcès et un risque accru de maladies cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux et de maladies respiratoires. Dans le cadre du budget de 2019, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre un programme complet de soins dentaires qui aiderait près de 100 000 personnes âgées, de 65 ans et plus, à faible revenu à combler l'écart pour celles qui n'ont actuellement pas de couverture dentaire. À compter de l'automne 2019, le POSDA a été mis en œuvre selon une approche par étapes. Le POSDA aidera à réduire les déplacements inutiles à l'hôpital, à prévenir les maladies chroniques et à améliorer la qualité de vie des aînés de l'Ontario. Les services du POSDA seront offerts par les dentistes des unités de santé publique et au moyen des partenariats avec les Centres de santé communautaires (CSC) et les Centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones (CASSA).

Afin d'appuyer le POSDA, le ministère met à jour la solution de gestion des données sur le traitement des clients utilisée par les unités de santé publique (Système d'information sur la santé buccodentaire – SISB).

La vérification du revenu au moyen d'une interface électronique auprès de l'Agence du revenu du Canada s'appuiera sur le processus de vérification automatique du revenu (VAR) pour assurer la rigueur et l'uniformité de l'évaluation d'admissibilité. Le ministère a obtenu les services d'un administrateur tiers (Accerta) pour gérer la réception des demandes, la gestion des comptes, le soutien à la clientèle, l'inscription et le renouvellement.

À compter de janvier 2020, 12 260 clients admissibles ont été inscrits au POSDA au moyen du portail en ligne Accerta, et 545 clients ont reçu des services dentaires et ont été enregistrés dans le SISB depuis le lancement du programme à la fin de novembre 2019.

Réduction du fardeau lié aux pénuries de médicaments

La lutte contre les pénuries de médicaments est une responsabilité multilatérale qui exige la collaboration des provinces et des territoires, des fabricants, des distributeurs, des professionnels de la santé ainsi que du gouvernement fédéral. Il est important de prendre des mesures rapidement pour répondre aux signaux de pénurie de médicaments, car ces mesures permettront d'évaluer efficacement la situation et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, au besoin.

Lorsque l'initiative de réduction du fardeau lié aux pénuries de médicaments est entrée en vigueur en décembre 2019, elle a permis de créer une nouvelle classification des avantages temporaires dans la liste de médicaments du Programme de médicaments de l'Ontario (PMO), d'appliquer les règles de prix et de restriction des avantages des formulaires, de mettre à jour l'extrait de la liste de médicaments et de mettre à jour le formulaire électronique.

Les avantages de ce projet sont les suivants :

- Réduction du fardeau sur les intervenants de l'industrie.
- Accès temporaire des thérapies disponibles aux bénéficiaires admissibles du PMO.
- Une classification distincte qui permet de mieux documenter les pénuries temporaires de médicaments, comme les différentes dispositions de couverture, l'explication des produits et la raison pour laquelle le produit est une prestation temporaire.

Système de suivi des permis pour les foyers de soins de longue durée (LTT)

Le Système de suivi des permis et des transactions (LTT) est une solution qui appuie l'administration de l'ensemble des activités de délivrance de permis pour les foyers de soins de longue durée, y compris la gestion des transactions en cours et terminées. Le LTT facilite le suivi, la surveillance et la déclaration de plus de 200 transactions de permis en cours d'exécution d'une manière conviviale et efficace.

Le LTT est un facteur clé du rôle que joue le ministère des Soins de Longue durée dans l'engagement du premier ministre de mettre fin aux soins de santé dans les couloirs et d'augmenter les lits de soins de longue durée de 15 000 en 5 ans et de 30 000 en 10 ans.

La mise en œuvre initiale du LTT a eu lieu en avril 2019. La version ultérieure a été lancée en octobre 2019 et le secteur de programme effectue actuellement les essais liés aux renseignements organisationnels (RO).

Solution de qualité des inspecteurs (SQI) des foyers de soins de longue durée

La solution de qualité des inspecteurs (SQI) est un outil automatisé utilisé par les inspecteurs des foyers de soins de longue durée pour faire appliquer la *Loi de 2007 sur les foyers de longue durée* et le Règlement de l'Ontario. La solution prend en charge divers domaines de travail et se compose des modules suivants : Apport, délivrance de permis, inspections et conformité.

Mise en œuvre d'améliorations pour répondre aux modifications apportées au Règlement 79/10 de l'Ontario en vertu de la *Loi de 2007 sur les foyers de longue durée* concernant les lits d'accès prioritaire à haute acuité (LAP). Les demandeurs de soins de longue durée et les résidents actuels qui répondent aux critères d'admissibilité seraient placés sur une liste d'attente distincte pour un lit d'accès prioritaire à haute acuité.

Soins groupés

À l'appui de l'engagement du gouvernement à mettre fin aux soins de santé dans les couloirs, il faut un mécanisme pour saisir, analyser et rendre compte du nouveau modèle de prestation de services de soins groupés.

À l'aide du Système d'information financière et statistique sur les services de santé de l'Ontario (SIFSSSO) et du Système d'établissement de rapports sur l'information financière et statistique sur les services de santé de l'Ontario, on recueillera des données sur un certain nombre de procédures chirurgicales, y compris la chirurgie à l'épaule, la chirurgie bilatérale des hanches et des genoux, les AVC et le pontage aortocoronarien.

Des améliorations ont été apportées au SIFSSSO et au Système d'établissement de rapports sur l'information financière et statistique sur les services de santé de l'Ontario afin de permettre la collecte et la communication de données sur la hanche et le genou.

Système de communication d'urgence pour les infirmiers (ECNS)

Le ministère de la Santé et les services médicaux d'urgence de Niagara (NEMS) ont mis en œuvre avec succès le programme ECNS en septembre 2019, qui est la première solution de triage à faible acuité pour les infirmières praticiennes travaillant sur place dans un centre de répartition des ambulances 9-1-1.

Grâce au ECNS (qui est situé désormais dans la région de Niagara), le NEMS prévoit pouvoir détourner un pourcentage important de patients du service 9-1-1 des services d'urgence hospitaliers de la région, ce qui réduira la pratique de la médecine dans les couloirs.

Transition en matière de santé mentale des enfants et des jeunes (CYMH)

	<p>Dans le cadre de la nouvelle stratégie globale et intégrée du gouvernement sur la santé mentale et les toxicomanies, l'équipe du CSIM BI a fait un travail considérable pour faire passer l'application de CYMH BI du GSSEJ à la plateforme BI/BA sécurisée. L'application recueille des données anonymisées des clients auprès des 176 agences du CYMH et agrège les données pour la présentation de rapports sur 13 indicateurs de rendement. Depuis qu'elle est en direct, l'équipe a validé cette transition en remplissant avec succès trois soumissions trimestrielles à ce jour. L'application CYMH BI permettra d'accroître l'efficacité en habilitant le personnel du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et de l'organisme à utiliser une approche fondée sur des données probantes pour éclairer la prestation des services, la planification des systèmes de services, la mesure du rendement et la surveillance.</p> <p>Projet d'automatisation de la fourniture de données sur l'établissement des coûts des dossiers en Ontario</p> <p>Le traitement des dossiers de présentation des demandes d'établissement des coûts de l'Ontario a été automatisé afin de permettre l'échange en temps voulu de renseignements, la validation des données et la déclaration des exceptions entre les hôpitaux, les établissements, les organismes participants et le ministère. Les données relatives à l'établissement des coûts des cas sont également accessibles aux utilisateurs autorisés par IntelliSanté et elles sont intégrées aux données cliniques aux fins des rapports ponctuels.</p>	
<p><u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p>	<p>Mises à jour législatives</p> <p>Des modifications ciblées ont été apportées à la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> de l'Ontario afin d'appuyer la communication des données aux fins de la recherche et de l'analyse stratégiques de façon à protéger la vie privée.</p> <p>Intégration de données</p> <p>Le 4 novembre 2019, la Partie III.1 Intégration des données (ID) a été proclamée en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>. Le 5 novembre 2019, le Règlement 366/19 de l'Ontario pour l'ID est entré en vigueur.</p> <p>Des unités d'ID ont été désignées et prescrites dans le Règlement. Ces unités recueillent des renseignements personnels pour établir des liens afin de permettre l'accès à des ensembles de données dépersonnalisées aux fins d'analyse, en ce qui concerne la gestion ou l'allocation des ressources, la planification de la prestation des programmes et des services, ainsi que l'évaluation de ces programmes et services.</p> <p>Des normes de données sont en cours d'élaboration, en consultation avec les ministères de l'Ontario, aux fins d'examen et d'approbation par le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario. Des politiques et procédures applicables sont également en cours d'élaboration pour appuyer la mise en œuvre.</p>	<p>John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives john.roberts@ontario.ca</p>

**Services
 technologiques
 d'infrastructure (STI)**

Modernisation des outils de collaboration et de productivité – Microsoft Office 365 et TechLounge

Office 365

Office 365 est un service d'informatique en nuage fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplace plusieurs produits Microsoft individuels déjà fournis ou hébergés à l'interne par la FPO, y compris le courriel organisationnel, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers de groupe de travail et à domicile (stockage électronique de documents centralisé sur réseau) et la messagerie instantanée Lync. En outre, Microsoft 365 offre davantage d'outils de productivité et de collaboration disponibles via le portail Web Microsoft Office 365. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer, et d'échanger des renseignements.

Une migration des utilisateurs précoces, y compris des employés de la TI sélectionnés, a commencé à l'automne de 2017. En mai 2018, 2 300 migrations étaient effectuées. Les migrations d'un groupe élargi d'utilisateurs précoces se sont terminées en septembre 2018; 8 000 employés supplémentaires ont migré vers Office 365. Les migrations à l'échelle de la FPO ont commencé à l'automne 2018 et se sont terminées en octobre 2019 avec la migration de 70 000 utilisateurs actifs de la FPO et de 170 000 boîtes aux lettres au total. Selon une approche similaire, toutes les ressources personnelles des employés de la TI ont été transférées d'abord vers OneDrive Entreprise en janvier 2020. Les migrations d'actions personnelles à l'échelle de la FPO sont actuellement en cours avec le transfert de plus de 29 500 actions à ce jour, soit 55 % des migrations de la FPO.

Autres activations importantes de produit effectuées :

- Protection avancée des données – classification de la sensibilité des renseignements – août 2018.
- Mobilité intégrée + Sécurité/InTune (Phase 1) – Gestion des appareils – Novembre 2018 (pour plus de 25 000 appareils mobiles).
- Équipes Microsoft – collaboration axée sur le groupe de travail – février 2019.
- Mobilité intégrée + Sécurité/InTune (Phase 2) – Septembre 2019 – Gestion des ordinateurs de bureau, y compris la suppression de l'obligation d'utiliser le réseau privé virtuel pour accéder aux produits Office de base sur les périphériques de l'entreprise.

La migration des boîtes aux lettres et des dossiers publics actifs s'est achevée en octobre 2019, mais d'importantes activités continueront d'être menées à bien au cours des échéances du projet et après, notamment :

- Migration des dossiers partagés de groupe de travail – L'établissement et la mise à l'essai d'un service d'informatique en nuage capable d'héberger plus de 450 To

Mohammad Qureshi

Dirigeant principal de
 l'information d'entreprise,
 Services technologiques
 d'infrastructure
Mohammad.Qureshi@ontario.ca

d'anciennes données de dossier partagé du groupe de travail. La sélection de la technologie doit être terminée d'ici mars 2020 (calendrier de migration à déterminer).

- Migration des dossiers partagés personnels ou de base – Le transfert de tous les dossiers partagés d'utilisateurs privés supplémentaires de l'infrastructure locale vers OneDrive Entreprise. Le transfert sera achevé d'ici mars 2021.
- Désaffectation de l'infrastructure – Le retrait de l'ancien environnement EES (Enterprise Email Service) d'ici le (date à déterminer), l'activité initiale de désaffectation est en cours et le processus d'approbation de la désaffectation complète de l'infrastructure a été lancé. L'infrastructure des dossiers partagés de base et de groupe est harmonisée avec leur calendrier de migration.
- Expérience de l'utilisateur final – Formation continue et communication des nouvelles capacités d'Office 365 (c'est-à-dire, réinitialisation du mot de passe en libre-service, migration de Skype vers les équipes, sous-titrage de PowerPoint Live, etc.) vers la communauté des utilisateurs en fonction des délais de publication fonctionnels.

La migration complète vers Microsoft Office 365 devrait permettre à la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder dès leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition sans heurt vers Office 365 et d'améliorer l'expérience des utilisateurs finaux et des employés avec les produits Microsoft Office, un certain nombre d'initiatives de sensibilisation et de soutien à la migration ont été mises en œuvre, notamment des webinaires interactifs hebdomadaires pour préparer les utilisateurs à la migration et à l'utilisation d'Office 365. Plus de 250 séances d'information ont été menées à bien, et plus de 13 000 membres du personnel de la FPO y ont participé. En outre, un programme du champion du changement d'Office 365 a été lancé et plus de 200 ressources de la FPO ont été mobilisées pour favoriser l'adoption d'Office 365 dans la FPO.

TechLounge/TechLounge Express

Traditionnellement, les Services de technologie de l'infrastructure (STI) ont fourni aux employés de la FPO le premier point de contact pour le soutien de la TI par téléphone et par courriel. Le succès se mesure de plusieurs façons, y compris le temps nécessaire pour résoudre un problème informatique chez le client et la satisfaction globale du client à l'égard du service fourni. Par le passé, le temps de résolution du client lorsqu'un technicien sur place est nécessaire est de cinq jours ouvrables, et la cote globale de satisfaction de la clientèle est de 95 %.

Les tendances de l'industrie indiquent une évolution vers une approche multimode pour les services informatiques. Les recherches montrent que les employeurs offrent maintenant une variété de façons dont les employés peuvent faire appel à la TI pour obtenir du soutien, harmonisées avec une approche « n'importe quand, n'importe où, sur n'importe quel appareil » que l'on retrouve sur le marché de consommation. Afin d'évoluer avec l'industrie, la FPO a commencé à offrir de nouvelles voies de soutien, notamment le soutien en libre-service, le clavardage en direct et les services de robot conversationnel d'intelligence artificielle (IA). Pour

améliorer davantage l'expérience des utilisateurs finaux et de compléter ces canaux, nous avons également commencé à offrir un service de soutien en personne comme de la vente au détail, appelé TechLounge.

Le service TechLounge Express offre des services semblables à TechLounge, mais il fonctionne de façon ponctuelle dans les salles de conférence disponibles, il n'offre aucun espace d'exposition pour les produits et offres disponibles et ne dispose pas d'équipement de prêt.

En août 2019, trois emplacements TechLounge ou TechLounge Express sont exploités à Toronto, Guelph et North Bay.

Compte tenu du succès des trois emplacements TechLounge et TechLounge Express existants, des plans sont en cours pour étendre cette approche à voies multiples à d'autres emplacements stratégiques en 2020.

Restructuration du Bureau de service et du Bureau de commande – mise à jour d'août 2019

Pendant plus de 10 ans, le service de « panier » du Bureau de commande de services en ligne (BCSL) de la FPO a été un moyen efficace pour les employés de la FPO d'acquiescer des produits et services d'infrastructure et de la TI organisationnelle. Le BCSL est un marché interne de la FPO utilisé par plus de 60 000 utilisateurs. Environ 250 000 commandes sont traitées par an.

La FPO adopte une approche de conception axée sur l'utilisateur pour restructurer et moderniser le BCSL. Le nouvel outil appelé ONRequest a été lancé en juin 2018. Depuis lors, plus de 27 000 demandes ont été présentées par le personnel de la FPO au moyen d'ONRequest, avec une rétroaction très positive de nos utilisateurs finaux. Ils indiquent une interface plus conviviale et plus intuitive, des temps de traitement plus rapides et une meilleure expérience globale des utilisateurs finaux.

L'équipe de projet continue de travailler avec les partenaires du ministère pour transférer leurs produits et services existants à ONRequest, et près de 50 % des produits et services existants ont été migrés. Dans le cadre du processus de migration, l'équipe s'efforce d'améliorer l'expérience de bout en bout de chaque produit ou service. Il s'agit notamment de remplir le formulaire de demande, et de lancer le processus d'approbation et le traitement possible de la demande. Tous les aspects de la demande sont analysés afin d'optimiser l'expérience utilisateur et l'efficacité.

Les nouvelles fonctionnalités d'ONRequest comprennent un robot conversationnel alimenté par IBM Watson et un service de clavardage en direct qui permet au personnel de la FPO de se connecter au Bureau de service de la TI de la FPO. Les services de robot conversationnel et de clavardage en direct ont été lancés en version bêta dans ONRequest en juin 2019 avec un

groupe-pilote de 2 500 employés de la FPO. En mettant l'accent sur les tests d'expérience utilisateur, l'équipe continue de se pencher sur l'expérience de robot conversationnel et de clavardage en direct et elle prévoit un déploiement complet dans l'ensemble de la FPO au cours de l'année 2020.

Les tests d'expérience utilisateur auprès du personnel de la FPO se poursuivent à mesure que le développement avance, en réitérant et en indiquant continuellement de nouvelles fonctionnalités et améliorations pour ONRequest. Les fonctionnalités suivantes seront proposées en fonction des tests et des commentaires des utilisateurs :

- Accès mobile à ONRequest.
- Système de délégation et d'automatisation des approbations.
- Initiatives d'automatisation pour l'intégration des nouveaux employés, les départs, et les déménagements d'employés.
- Activation des fonctions de clavardage en direct IBM Watson et Agent pour le centre de contact des SCO au moyen d'ONRequest.

On prévoit que les services de base indiqués aujourd'hui dans le BCSL seront entièrement transférés dans ONRequest d'ici mai 2020, alors que l'équipe de développement continuera d'itérer, d'améliorer et de simplifier l'expérience client.

Entente de fournisseur attitré liée à l'informatique en nuage

La FPO adopte une approche du numérique d'abord, qui améliorera les services fournis aux citoyens, réduira le fardeau administratif interne, réduira les coûts de fonctionnement, simplifiera les processus et ouvrira de nouvelles pistes d'innovation. Les gouvernements adoptent des technologies et des principes numériques pour révolutionner la prestation de services, et l'adoption de l'informatique en nuage est fondamentale dans la prestation de ces services. Une approche numérique visant à améliorer la prestation des services aux citoyens doit être une priorité pour la FPO, et un élément clé pour la FPO est d'appuyer l'accélération de l'adoption du nuage par les ministères.

L'approche du nuage d'abord ne concerne pas seulement la technologie, mais plutôt des approches modernes d'approvisionnement, d'acquisition et de prestation de services numériques. L'acquisition de services d'informatique en nuage est un facteur clé pour l'adoption du nuage dans la FPO. Le ministère procède actuellement à l'approvisionnement de services d'informatique en nuage qui établira une liste des fournisseurs qualifiés capables de fournir des services d'informatique en nuage à l'échelle de l'organisation au moyen d'un appel d'offres et il négociera des ententes avec des fournisseurs qualifiés sélectionnés pour créer l'entente de fournisseur attitré. En outre, un approvisionnement supplémentaire est en cours pour permettre aux ministères d'acquérir des services professionnels pour appuyer leur adoption du nuage. Le ministère prévoit acquérir les éléments suivants :

Services d'informatique en nuage – Services IaaS (infrastructure comme service) et PaaS (plateforme comme service).

Logiciels de développement – Logiciels et outils spécialisés utilisés pour le développement sur les plateformes d'applications d'informatique en nuage (CNAP).

Services professionnels de CNAP – Appel d'offres normalisé pour les services professionnels de CNAP.

Les trois processus d'approvisionnement sont à l'étape finale des évaluations et ils feront partie des négociations contractuelles à compter de janvier 2020.

Programme des services vocaux

Le Programme des services vocaux était un examen visant à simplifier les services vocaux, comme les téléphones de bureau, la messagerie vocale et les téléphones mobiles, dans l'ensemble du gouvernement, dans le but de trouver des possibilités d'économies pour s'assurer que les services sont rentables et qu'ils répondent aux besoins opérationnels.

Il est important de noter qu'il n'y a eu aucun changement dans la façon dont les personnes communiquent et interagissent avec les bureaux et les services du gouvernement de l'Ontario. Tout changement apporté au moyen du Programme des services vocaux n'a eu aucune incidence sur les services de première ligne pour les Ontariens.

Le calendrier global de ce programme était dynamique et a fait appel à la participation de tous les ministères. Pendant l'automne 2018, des travaux approfondis ont été réalisés sur les décisions éclairées en matière de collecte de données, de vérification et de données prises par chaque ministère en fonction de leurs besoins opérationnels. La mise en œuvre a été achevée au cours d'une période de quatre mois qui a pris fin en septembre 2019.

Dans l'ensemble, le Programme des services vocaux a réussi à réaliser les économies prévues, et à prouver l'avantage de la collaboration entre tous les ministères et l'importance d'avoir de bonnes données pour prendre des décisions éclairées.

Programme sur les gains d'efficacité administratifs

En conformité avec la recommandation de l'examen ligne par ligne d'Ernst Young (EY), pour l'efficacité administrative par la rationalisation et la consolidation des services partagés, les STI dirigent un programme d'efficacité administrative dans le cadre du plan pluriannuel du MSGSC.

Le programme met l'accent sur les possibilités d'améliorer les services grâce à l'utilisation efficace des services et de la technologie des STI, à la consolidation de l'infrastructure commune et à l'utilisation accrue par le secteur public du centre de données Guelph de la FPO.

	<p>En adoptant une approche coordonnée, en collaborant entre les ministères ou les groupes, les organismes centraux et les partenaires extérieurs, le cas échéant, le programme a mené à bien les initiatives suivantes, ce qui a permis de réaliser les économies prévues au cours de l'exercice financier de 2019-2020 grâce à des réductions considérables des services vocaux tels que les lignes téléphoniques de bureau, les courriels vocaux et les équipements de bureau en plus de rationaliser les boîtes aux lettres désactivées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme des services vocaux • Prolongation du cycle de vie des actifs • Rationalisation des ordinateurs de bureau • Rationalisation de la boîte aux lettres désactivée <p>Compte tenu des 11 initiatives distinctes dans le programme, les STI continuent de travailler avec tous les ministères pour exécuter les autres initiatives qui continuent d'améliorer l'efficacité et de s'assurer que les services offerts par les STI sont efficaces, abordables et répondent aux besoins des Ontariens.</p> <p>Le programme est un grand témoignage des décisions éclairées en matière de collecte de données grâce à une analyse rigoureuse des données, l'un des principaux facteurs contribuant au succès de l'initiative.</p>	
<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p>Services correctionnels : Gestion des effectifs</p> <p>eRoster est un outil centralisé, convivial et polyvalent d'établissement de calendriers et de rapports sur les états de paie, qui aide le personnel correctionnel à prendre la plupart des décisions quotidiennes en matière d'embauche et d'établissement de calendriers. À l'automne 2019, on a poursuivi l'élaboration d'eRoster et on l'a intégré progressivement aux plus grandes institutions de l'Ontario. À ce jour, il a été déployé dans 25 sites. eRoster permet au gouvernement d'économiser du temps et de l'argent en utilisant la validation des données en temps réel, ce qui contribue à réduire les erreurs coûteuses de saisie des calendriers, ainsi que la saisie des données intense effectuée manuellement et le rapprochement associé à leur correction.</p> <p>Mise à jour des mémoires électroniques (déploiement du SCOPE) : Nouveaux déploiements</p> <p>SCOPE est le système du ministère du Procureur général qui prend en charge le suivi de la divulgation des affaires pénales par les services de police (municipaux et Police provinciale de l'Ontario (PPO)), la gestion des cas, la gestion des dossiers et la planification numérique. Il est progressivement déployé dans les bureaux de la Couronne de la province.</p> <p>À l'heure actuelle, 95 % du volume des affaires pénales engagées en Ontario se trouvent dans la base de données SCOPE, qui comprend 29 services de police municipaux et des détachements proches de la PPO. Depuis janvier 2018, cela inclut des déploiements dans 21 services de police municipaux et plus de 60 détachements de la PPO et de services de police autochtones. Plus récemment, les services de police de Timmins, Stratford et Deep River.</p>	<p>Catherine Emile Directrice principale de l'information intérimaire et sous-ministre adjointe Services technologiques pour la justice catherine.emile@ontario.ca</p>

Réception électronique des affaires criminelles

Le système de Réception électronique des affaires criminelles est une solution en ligne sécuritaire et sécuritaire qui intègre des solutions de gestion des dossiers de la police à l'application principale de gestion des affaires judiciaires de l'Ontario et à un portail Web judiciaire. Le projet a été lancé à l'automne 2019 à titre de projet-pilote dans la région de Barrie (qui comprend la police municipale de Barrie, la division Orillia de l'OPP, les tribunaux de Barrie et d'Orillia). La solution donne aux agents de police la possibilité d'envoyer par voie électronique des dossiers d'accusation aux fins d'étude et d'examen par un juge de paix, ce qui permet à la police, au ministère, et aux tribunaux de gagner du temps et de l'argent en raison des processus manuels, papier et en personne actuels.

Projet de modernisation du Réseau radio de la sécurité publique (RRSP)

En octobre 2019, après l'approbation du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement (CT/CGG), le gouvernement de l'Ontario a annoncé un investissement de 765 millions de dollars dans le projet de modernisation du Réseau radio de la sécurité publique (RRSP), une initiative qui permettra à nos intervenants de première ligne et d'urgence de compter sur l'infrastructure et l'équipement nécessaires pour réagir rapidement et efficacement aux urgences et assurer la sécurité des Ontariens.

Le RRSP fournit des services de réseau de communication par radio mobile dans toute la province pour appuyer les services essentiels de sécurité publique de l'Ontario, notamment les agents de la Police provinciale de l'Ontario, les auxiliaires médicaux et le personnel hospitalier, les services d'incendie de forêt, le personnel provincial d'entretien des routes, ainsi que les agents des parcs, les agents d'application de la loi et les agents correctionnels.

Comme le réseau actuel utilise des technologies plus anciennes, il est devenu difficile de le tenir à jour, et la modernisation est essentielle. Les problèmes rencontrés par le réseau actuel – notamment les interruptions quotidiennes de service, l'équipement obsolète pour lequel on ne trouve plus de pièces, le manque d'interopérabilité avec d'autres réseaux radio de sécurité publique et le manque de chiffrement des données – compromettent la capacité de nos intervenants de première ligne et d'intervention d'urgence de réagir aux urgences et mettent en péril la sécurité des Ontariens.

Le modèle de prestation du nouveau réseau permettra au gouvernement d'assumer le rôle d'intégrateur. L'équipe du projet a terminé la plus grande des acquisitions prévues et a commencé à concevoir, valider et planifier les étapes de construction et de transition du projet.

Améliorations apportées aux Services de justice familiale en ligne (SJFI)

Lancés en 2018, les Services de justice familiale en ligne permettent aux Ontariens de déposer en ligne des demandes conjointes de divorce. Il s'agissait notamment d'intégrer le système de suivi des affaires civiles et familiales au Bureau d'enregistrement des actions en divorce (BEAD) du ministère de la Justice.

	<p>Grâce aux améliorations apportées en 2019, les parties à un litige peuvent désormais demander des demandes de biens, de soutien au conjoint, de soutien à l'enfant et d'accès et/ou de garde d'enfant, ce qui simplifie et accélère le processus. Avant ce changement, les parties devaient présenter des réclamations, en personne et sur papier, pour des biens, une pension alimentaire pour conjoint, une pension alimentaire pour enfants, entre autres. La demande de divorce peut être présentée en ligne, mais les documents subséquents doivent être déposés en personne.</p> <p>Dans l'ensemble, le fait de pouvoir déposer des documents judiciaires à tout moment à partir de n'importe où se traduit par une plus grande commodité et moins de stress pour les parties (dont 60 % se représentent seules dans les affaires de tribunaux familiaux). Cela permet également aux parties à un litige de gagner du temps et de l'argent pour se rendre au tribunal, notamment en consacrant du temps de travail, des voyages et des frais de garde d'enfants.</p>	
<p><u>Groupe ITI pour les terres et les ressources (GITR)</u></p>	<p>Service de réservation et d'enregistrement de Parcs Ontario (SREP) (MEPNP) Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPNP) gère 329 parcs de l'Ontario en assurant des activités de protection, de conservation, d'éducation et de loisirs, notamment : le camping, la randonnée, le canot, la natation, le ski, la raquette et l'observation de la nature. Le ministère s'est associé au Groupe ITI pour les terres et les ressources afin de remplacer le système de réservation et d'enregistrement existant par un service numérique en ligne moderne et des outils de veille stratégique et de gestion des revenus du ministère. Le SERP a été lancé en novembre 2019.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un accès public plus rapide et plus facile aux informations, inscriptions et réservations de Parcs Ontario. • Un accès en ligne aux services et informations sur tout appareil (mobile) en tout temps. • Rationaliser l'expérience publique dans les parcs (enregistrement, permis, fournisseur). • Autres services et fonctionnalités numériques améliorés de Parcs Ontario (tous les sites disponibles aux fins de réservation). • Amélioration des données ministérielles, des rapports et des renseignements d'entreprise. <p>Modernisation d'AgriSuite (MAAARO) Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales (MAAARO) fournit des outils et des ressources de calcul à l'intention des agriculteurs, des professionnels de l'environnement et de l'agriculture et du personnel du ministère pour appuyer la <i>Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs</i> et les directives sur les distances minimales de séparation. Ce projet permettra de moderniser l'application AgriSuite et 10 calculatrices environnementales au moyen d'une expérience utilisateur numérique et mobile et permettra de lancer deux nouvelles calculatrices (perte de phosphore et émissions de gaz à effet de serre) pour promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines. Le projet a permis de rendre publiques les trois premières calculatrices (nutriment cultural, épandage d'engrais et fertilisant organique) et la réponse de la communauté des utilisateurs a été favorable. Annonce ministérielle du MAAARO le</p>	<p>Rocco Passero Dirigeant principal de l'information Groupe ITI pour les terres et les ressources Rocco.Passero@ontario.ca</p>



4 septembre 2020 sur l'aide aux agriculteurs de l'Ontario afin d'économiser temps et argent grâce à la technologie.

Résultats :

- accès mobile à tous les outils, ce qui favorise la tendance croissante à utiliser des appareils mobiles pour les exploitations agricoles;
- offrir aux utilisateurs actuels une meilleure expérience utilisateur et une souplesse accrue pour mener leurs activités;
- profils clients avec une connexion utilisateur individuelle et rétention des renseignements de profil dans toutes les calculatrices;
- outils de prise de décisions visant à promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines (nouvelle perte de phosphore et nouvelles émissions de gaz à effet de serre).

Portail d'information sur les ressources naturelles (PIRN)

Le ministère met en application un plan pour la mise en œuvre d'un portail d'information sur les ressources naturelles en ligne afin de fournir à l'industrie et au public un service en ligne rapide, accessible, facile à utiliser et sécuritaire. Les premiers efforts porteront sur la modernisation des services de planification de la gestion forestière qui appuient l'industrie des produits forestiers de la province. Cette étape sera suivie par la modernisation des processus d'approbation et des services de rapports pour d'autres activités liées aux ressources naturelles, y compris les agrégats, l'utilisation et les activités des terres de l'État et l'affectation des ressources fauniques. La mise en œuvre de la première version bêta pour la planification de la gestion forestière a été achevée en novembre 2019. D'autres secteurs d'activité seront modernisés dans le Portail d'information sur les ressources naturelles au cours des cinq à six prochaines années.

Résultats :

- suppression des efforts inutiles et des contraintes de temps qui pèsent sur les entreprises et les citoyens;
- amélioration de l'utilisation, accès en ligne aux services et informations sur tout appareil (mobile) en tout temps;
- collaboration en temps réel entre le personnel du ministère et les intervenants;
- services et processus automatisés, réduction des coûts ministériels et du fardeau administratif;
- prêt pour l'avenir avec souplesse et adaptabilité à tout changement de l'industrie ou réglementaire.

Plateforme d'autorisations organisationnelle (PAO) (MEPP)

Le MEPP protège notre environnement naturel et nos collectivités saines au moyen des approbations et des autorisations environnementales. Les approbations ou autorisations sont requises pour les entreprises de l'Ontario qui émettent des polluants de l'air, de l'eau, du sol ou de bruit, ou traitent des déchets.

Le MEPP a collaboré avec le GITR pour passer d'un programme de certificat d'approbation papier à un service numérique en ligne. Cette solution organisationnelle permet d'établir un cadre axé sur les risques pour appuyer tous les secteurs d'activité d'approbation et de permis du ministère. On continue d'intégrer de façon itérative les nouveaux secteurs d'activité d'autorisation ou d'approbation.

Résultats :

- économies de temps et de coûts organisationnels grâce à l'auto-inscription en ligne pour les approbations à faible risque (des minutes plutôt que des mois);
- accès en ligne rapide et facile aux renseignements, aux approbations et aux autorisations (accès mobile);
- plateforme évolutive, souple et réutilisable (permettant l'intégration de nouveaux secteurs d'activité en moins de 4 mois), autorisations les plus récentes intégrées au Registre environnemental des activités et des secteurs (REAS) :

- Permis de prélèvement d'eau (PPE)
- Licences pour pesticides

Outre les émissions atmosphériques, la finition automobile, l'impression commerciale, le transport des déchets non dangereux, les installations solaires et l'élimination des véhicules en fin de vie sont déjà mises en œuvre.

Système d'administration des terrains miniers (SATM)

Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. Le ministère de l'EDNM a collaboré avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la *Loi sur les mines de l'Ontario* et permettant l'acquisition électronique de concessions minières. Le SATM a été lancé le 1er avril 2018. Depuis le lancement, des améliorations continues demandées par l'industrie ont été mises en œuvre.

Résultats :

- corrections et améliorations apportées après le lancement du Système d'administration des terrains miniers pour aider les utilisateurs de l'industrie;
- accès international de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au jalonnement électronique pour les services miniers et de prospection;
- réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques jours à quelques minutes);
- renseignements publics sur les concessions et les activités disponibles sur une carte (données spatiales);
- amélioration des avis aux collectivités autochtones.

GeoHub de l'Ontario (MRNF)

Le système Information sur les terres de l'Ontario (ITO) fait partie du ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF). Il aide les organisations et les particuliers à trouver, à accéder

	<p>aux données géographiques et à les partager. Le GTR s'est associé à ITO sur le GeoHub de l'Ontario, un nouvel outil en ligne de découverte et d'accès de données géographiques. Il s'agit de la source faisant autorité pour les données géospatiales de l'Ontario, y compris les données sur les routes et les réseaux de transport, les terres humides, les limites, et plus encore.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> des façons plus simples, plus rapides et plus efficaces pour les Ontariens d'accéder aux données géographiques du gouvernement et de les utiliser; accès public ouvert et transparent aux données gouvernementales. <p>Inventaire des ressources forestières (MRNF) L'Inventaire des ressources forestières (IRF) est un outil clé pour la planification de l'industrie forestière et de la gestion des forêts et pour l'appui scientifique à cet égard. La Stratégie pour le secteur forestier renferme un engagement à moderniser l'inventaire forestier en utilisant davantage les données de télédétection (imagerie optique, données satellitaires). Ce projet vise à mettre en œuvre les outils de stockage, de traitement et d'accès des données pour soutenir le développement de l'IRF et permettre une communication efficace avec l'industrie. Une version bêta a été achevée en janvier 2020 en utilisant l'infrastructure du nuage.</p>	
<p><u>Groupe ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Mise à jour du Système d'enregistrement ou de délivrance de permis de l'Ontario (SEDPO) Le projet d'actualisation du Système d'enregistrement ou de délivrance de permis de l'Ontario (SEDPO) a été lancé en 2017-2018 par le Groupe ITI du travail et des transports (GTT). La solution du SEDPO est classée comme étant essentielle à l'entreprise et comprend une infrastructure hautement complexe composée de 188 serveurs d'applications et de bases de données contenant des données opérationnelles hautement sensibles. La portée du projet d'actualisation du SEDPO se limitait à « soulever et déplacer » l'infrastructure du centre de données géré sur place par les STI vers le nuage Microsoft Azure.</p> <p>L'infrastructure matérielle de la solution SDEPO atteignait sa fin de vie (par modèle de support des fournisseurs – généralement le cycle d'actualisation est tous les 5 ans) et devait être actualisée selon la garantie et les exigences en matière de soutien. La plateforme vieillissante devient normalement instable lorsque le fournisseur cesse la prise en charge et les versions de correctifs, et finit par devenir un risque pour la sécurité. Les frais de soutien supplémentaires facturés par les fournisseurs ont été estimés à 1,1 million de dollars par an à compter d'avril 2018.</p> <p>De plus, peu d'éléments de l'infrastructure ne répondaient pas aux normes de la FPO en matière d'interactions de sécurité et elle était perçue comme étant un risque pour la sécurité qu'il fallait corriger immédiatement. Bien que des exemptions temporaires aient été mises en place, les composantes devaient être améliorées pour répondre aux exigences rigoureuses. Le défaut de mise à niveau aurait placé la solution du SDEPO dans un état vulnérable en matière de sécurité et aurait pu être exposé par inadvertance.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information Groupe ITI du travail et des transports Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

La plateforme virtuelle du SDEPO devrait être réutilisée et renforcée à l'aide de nouvelles fonctionnalités grâce à de multiples programmes de transformation des activités hautement prioritaires dans l'ensemble du ministère, de sorte qu'il était essentiel que l'infrastructure soit actualisée avant le début des travaux de développement afin d'éviter les risques d'échec de l'exécution et les mesures d'atténuation onéreuses.

L'infrastructure a été migrée vers le nuage Microsoft Azure et a exploité les outils Terraform, Packer, Ansible, VSTS, entre autres, pour automatiser la création de l'infrastructure. Ces outils font partie de la feuille de route technologique du GTT.

Le projet d'actualisation du SEDPO a été lancé en octobre 2019. Les types d'avantages obtenus grâce à cette migration du nuage comprennent des économies importantes dans la configuration de l'environnement (minutes au lieu de mois), des économies dans les tests automatisés par rapport aux tests manuels (minutes au lieu de semaines), des économies dans les déploiements de code (minutes au lieu de jours) et une réduction importante des frais d'hébergement.

Voici d'autres avantages :

- L'infrastructure du nuage qui peut être exploitée au moyen de la transformation du RUS et d'autres initiatives, qui s'appuiera sur les composantes de l'infrastructure du SDEPO.
- La mise en place de la capacité de tirer parti des services uniquement en nuage, tel que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, entre autres, dont le déploiement des projets de transformation est prévu en 2020.
- Une réduction du temps consacré à la mise en place d'environnements, à l'exploitation de la création automatisée, pour les programmes et projets à venir, tels que les initiatives de programme de transformation du RUS.
- Offrir une meilleure évolutivité pour permettre des modifications rapides du système ou de l'infrastructure, par exemple, de la mémoire, de l'espace disque, du processeur, selon les besoins.
- Possibilité d'optimiser l'utilisation de l'infrastructure en désactivant les composants d'infrastructure non désirés ou inutilisés pendant le cycle de vie du projet, ce qui permet d'économiser des frais d'hébergement.
- Réduction du coût total de propriété – un avantage inhérent à l'hébergement sur le nuage (économies sur les investissements en capital nécessaires tous les cinq ans pour maintenir l'infrastructure matérielle à jour et actualisée).

Programme d'examen médical des conducteurs

La fonction de base du programme d'examen médical (EM) est d'évaluer la capacité des conducteurs de conduire un véhicule automobile en toute sécurité en se fondant sur la politique

et les procédures médicales pour les conducteurs du MTO, les normes médicales nationales du CCATM et les normes de l'Association médicale canadienne. La politique médicale actuelle sur les conducteurs est difficile à utiliser pour orienter la prise de décisions, ce qui entraîne un manque d'uniformité quant aux décisions pour les conducteurs, un fardeau indu pour les professionnels de la santé et les conducteurs, de longs délais d'attente pour la formation de nouveaux agents de traitement des cas et la possibilité d'effets négatifs sur la réputation du ministère des Transports de l'Ontario (MTO) aux yeux des intervenants et des clients.

La vision du programme d'EM est de « *prendre des mesures efficaces et efficaces pour obtenir de l'information sur la condition physique des conducteurs en mobilisant pleinement nos citoyens, nos intervenants et nos employés afin d'améliorer continuellement la sécurité routière, tout en répondant aux besoins et aux attentes fondamentaux de nos citoyens* ».

Les équipes interministérielles des participants opérationnels et de la TI ont travaillé de façon agile pour fournir les éléments suivants :

- Transformation et optimisation de la politique médicale du conducteur et des formulaires de déclaration connexes grâce à méthodes de « sprints » agiles afin d'améliorer l'expérience des médecins et des conducteurs.
- Stratégie de transformation numérique, y compris la recherche sur les utilisateurs et le modèle organisationnel cible.

À ce jour, voici les autres réalisations du projet :

- Approvisionnement et intégration des fournisseurs de solutions.
- Établissement d'une équipe équilibrée de propriétaires de produits, de petites et moyennes entreprises (PME), de ressources dans l'ensemble de l'organisation informatique, de partenaires et de fournisseurs afin d'offrir une valeur commerciale complémentaire de manière agile.
- Premier sprint de conception terminé pour la version du produit minimal viable de la nouvelle solution d'examen médical des conducteurs.
- Nettoyage des données pour les préparer à la migration vers la nouvelle solution.
- Fourniture d'un fournisseur de gestion du changement organisationnel (GCO) pour prendre en charge la transformation.

Programme 360 du ministère du Travail (MT) (y compris l'autoaudit)

- Le programme 360 du ministère du Travail (MT), l'outil d'autoaudit, est le premier du genre au Canada. Cet outil permet aux employeurs de vérifier eux-mêmes, numériquement, la conformité à la *Loi sur les normes d'emploi*.
- Plus précisément, l'outil permet aux employeurs de vérifier par eux-mêmes la conformité aux normes d'emploi comme le salaire minimum, les heures de travail, les jours fériés.



- Pour la première fois dans l'histoire de la TI de la FPO, une équipe de projet, composée de personnel du ministère, du GTI, des STI et de l'eSM associé à Pivotal Labs, un développeur de logiciels tiers, pour élaborer une initiative numérique transformationnelle.
- Des représentants de chaque organisation ont été transférés dans les bureaux de Pivotal Labs, à Toronto afin d'appuyer la collaboration des équipes et l'exploration et l'adoption des méthodes de « démarrage allégé » et de « développement et exploitation ».
- En plus de l'intégration de ces deux méthodes, le regroupement dans des locaux communs de l'équipe de projet a permis la création d'une équipe de prestation horizontale (ou de l'équipe équilibrée) qui a favorisé la pleine collaboration entre les membres du ministère et de l'équipe de la TI.
- L'équipe du GTT est retournée dans les locaux du ministère en 2018 et a poursuivi ses diffusions ultérieures en utilisant la méthodologie de programmation extrême ou jumelée afin d'échelonner les programmes agiles ou de développement et exploitation dans l'ensemble du ministère et du groupe.
- La nouvelle solution permet de réduire le fardeau administratif des employeurs en modernisant un processus manuel sur papier qui repose en grande partie sur l'intervention d'un agent des normes d'emploi. Les employeurs sont maintenant en mesure de terminer le processus de vérification à un moment et à un rythme convenable. L'outil permet aux agents de réduire les visites sur place et la saisie des données, d'éliminer les erreurs et permet aux agents d'étendre leur portée à l'éducation et à l'amélioration de la conformité dans plus de 450 000 lieux de travail.
- En octobre 2018, l'outil d'autoaudit du MDT a été mis en œuvre sur la plateforme d'informatique en nuage Azure de la FPO, en partenariat avec la TI de la FPO et Pivotal Labs, avec les résultats suivants :
 - des incidences positives sur les employeurs en leur fournissant les outils nécessaires pour comprendre et assurer la conformité;
 - des résultats positifs pour plus de trois cents (300) employés, ce qui a permis de récupérer plus de 79 000 \$ après seulement 24 audits;
 - l'établissement des bases du processus de gestion de cas, y compris le module d'accès basé sur les rôles requis pour prendre en charge les fonctions de gestion de cas de bout en bout.
- Mars 2020 – Objectif d'offrir une fonctionnalité complète de gestion des cas, en remplaçant le système obsolète existant :
 - Des démonstrations bihebdomadaires sont menées auprès de nombreux employés du MDT pour s'assurer que l'équipe communique ouvertement avec les unités opérationnelles sur l'avancement global du projet et pour assurer sa réussite définitive.

- Ce projet vise à offrir aux utilisateurs une façon plus simple et plus accessible de vérifier la validité d'un permis de conduire de l'Ontario.
- Des modifications ont été apportées aux politiques, les frais ont été supprimés et l'expérience des utilisateurs a été considérablement améliorée.
- Élargir le service à une voie mobile, accroître la sensibilisation et l'utilisation du service pour :
 - fournir une assurance personnelle lorsque le conducteur prête un véhicule à un autre conducteur;
 - éviter les coûts de mise en fourrière;
 - gérer les risques et la responsabilité;
 - prévenir la fraude;
 - améliorer le comportement du conducteur.
- Les commandes passées par les entreprises en octobre et novembre 2019 (après le lancement de septembre 2019) ont représenté près de la moitié de l'année 2019, tandis que les DL contrôlés par les citoyens représentent plus de 60 % du volume annuel à ce jour.
- Les commandes commerciales et les volumes individuels de chèques DL devraient augmenter de 105 % et de 175 % en 2019 par rapport à 2018.

Projet de loi omnibus du numérique d'abord – Approbation de la phase 1

Il présente les modifications apportées au Code de la route du MTO visant à éliminer les obstacles législatifs au partage des données et à faire du MTO la première organisation numérique.

- **Phase 1** : Trois modifications réglementaires au Code de la route ont été approuvées :
 - Permettre aux clients qui renouvellent leur permis de conduire en ligne d'obtenir un permis de conduire temporaire numérique pour continuer à conduire jusqu'à ce que leur nouveau permis de conduire soit reçu.
 - Autoriser le renouvellement en ligne de la vignette de validation pour les clients dont la vignette de validation a expiré ou expirera dans les 10 jours suivant le renouvellement.
 - Permettre la formation en ligne des conducteurs débutants.

Système de gestion à distance de la sécurité des aéroports nordiques (SGS)

- Le MTO possède le plus grand réseau aéroportuaire au Canada, et il possède et exploite 29 aéroports dans le Nord de l'Ontario sur plus de 800 000 km².
- Les opérations aéroportuaires quotidiennes exigent que le personnel effectue manuellement des inspections régulières de piste et envoie les résultats par télécopieur à Nav Canada.

	<ul style="list-style-type: none"> Le logiciel mis en œuvre permet la saisie électronique des notes d'inspection (à l'aide d'un iPad), le stockage dans une base de données et la soumission électronique des dossiers de conformité à Nav Canada. De plus, l'unité des aéroports éloignés du MTO peut examiner en temps réel l'état des aéroports et des pistes et effectuer une analyse des tendances dans l'ensemble du réseau aéroportuaire. Avant la mise en œuvre de ce logiciel, les inspections, les rapports et les dossiers étaient créés et gérés manuellement à l'aide d'un support papier et de la télécopie. Le personnel du MTO compilait manuellement les rapports et tentait une analyse rudimentaire des données. Grâce au logiciel en place, le personnel peut facilement signaler, surveiller, trier et manipuler les données pour se conformer aux lois et règlements fédéraux. <p>Un logiciel a été déployé dans 29 aéroports.</p> <ul style="list-style-type: none"> Voici quelques-uns des avantages : <ul style="list-style-type: none"> transmission en temps voulu des données essentielles sur la sécurité à NAV Canada tout en réduisant considérablement la dépendance à l'égard du système de télécopie et de courrier; création d'un référentiel unique de données sur la sécurité, permettant ainsi une analyse des tendances et des rapports complets dans les 29 aéroports. <p>Rationaliser le système sur support papier grâce à des processus électroniques en temps réel.</p>	
<u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u>	Gestion de l'identité – Identité numérique <ul style="list-style-type: none"> L'ébauche de la Politique ministérielle de la FPO sur l'assurance de l'identité et des justificatifs (AIJ) : Le projet initial de la politique sur l'ICA en cours d'élaboration par la Division de la cybersécurité, le MSGSC, en collaboration avec les SNO, a été élaborée et diffusée pour examen initial. L'ébauche de la politique tient compte des considérations relatives à l'identité numérique, à l'identification et à l'harmonisation avec les travaux sur le profil du secteur public du Cadre de confiance pancanadien. L'objectif est de mettre à jour l'ébauche de la politique d'ici le premier trimestre de l'exercice financier de 2020-2021. 	Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca

2. **Priorités :**

Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme **principales priorités ou initiatives en matière de GI/TI au cours des 12 à 36 prochains mois.**

Le CDPISP s'intéresse particulièrement à l'information des compétences dans les domaines suivants :

- 1. Le gouvernement numérique**
- 2. L'information ouverte**
- 3. la gestion des talents**

**Groupement ITI pour les
organismes centraux
(GOC)**

Direction générale de l'architecture, de la gestion de l'information et du BGP.

1. Amélioration des services d'informatique cognitive

Le GOC continuera d'étudier comment les partenaires d'affaires des groupements et l'ensemble de l'organisation peuvent tirer profit de l'adoption de nouvelles technologies.

Direction générale des demandes liées aux regroupements

1. Initiative de transformation du recouvrement des recettes, de la capture d'images et de la saisie de données (IT-RCSD)

Le projet pluriannuel d'IT-RCSD permettra de restructurer et de moderniser la façon dont le MFO gère et exécute le recouvrement des paiements, l'imagerie et la saisie des données.

Les avantages de cette initiative sont notamment de mieux servir le public au moyen d'un portail en ligne, s'harmonisant avec la stratégie de numérisation du gouvernement et la vision des services électroniques du MFO, la sécurité améliorée, l'efficacité administrative, les économies opérationnelles, et une réduction du volume total de papier traité.

La mise en œuvre de l'IT-RCSD se fera selon une approche progressive, où la solution actuelle passera progressivement à la nouvelle solution informatique d'ici juillet 2024.

Cela permettra de réaliser des économies à long terme pour le MFO grâce à la restructuration des processus opérationnels, à la réduction du papier et à la rationalisation des opérations.

2. Recouvrements centralisés

Le MFO est le collecteur de dettes de la FPO et des autres entités publiques (organismes, conseils et commissions).

Actuellement, les recouvrements de comptes de créances fiscales et non fiscales sont gérés par des collecteurs individuels qui travaillent sur divers systèmes informatiques à l'aide de diverses règles, formations et procédures. Ces systèmes vont des systèmes complexes de gestion de cas aux feuilles de calcul.

La centralisation des recouvrements au sein du MFO est une initiative de transformation clé qui met l'accent sur une approche consolidée, cohérente et intégrée pour le recouvrement des créances sur les comptes clients (CC) dans l'ensemble de la FPO. L'objectif est de fournir une source unique de services et d'outils de collecte, en utilisant des pratiques et des processus communs pour tous les ministères et programmes, quel que soit le type de dette.

Le solide système de perception de l'impôt (OntTax) actuel du MFO fournit des outils de recouvrement améliorés (c'est-à-dire, les privilèges, les bons de souscription et les saisies-arrêts) pour recouvrer la dette impayée. Le MOF et le GOC amélioreront ce système afin d'inclure les comptes des ministères partenaires et faciliteront l'utilisation accrue des outils de perception améliorés pour ces programmes ministériels partenaires. Cette solution permettra d'accentuer l'efficacité et d'acquiescer une expérience client plus cohérente.

3. Allocation d'aide au logement Canada-Ontario (AALCO)

Liz MacKenzie

Dirigeante principale de
l'information

Groupement ITI pour les
organismes centraux

Liz.MacKenzie@ontario.ca

Le ministère des Affaires municipales et du Logement (MAML) travaille en partenariat avec le ministère des Finances (MFO) pour appuyer l'engagement du gouvernement de mettre en œuvre un programme de logement mobile à l'échelle de la province qui appuie les besoins en logement des familles vulnérables à faible revenu de l'Ontario. Le nouveau programme de prestations sociales s'appellera le Programme d'aide au logement Canada-Ontario (AALCO).

Le programme d'AALCO a été négocié et conçu en collaboration avec le gouvernement fédéral (Société canadienne d'hypothèques et de logement) en vertu de la Stratégie nationale sur le logement, qui est une entente bilatérale entre l'Ontario et le gouvernement fédéral. Le programme de l'AALCO est un programme qui succède au programme actuel de la Prestation pour logement mobile – Programme de priorité spéciale (PLM-PPS), qui est offert par le MFO. Le MAML souhaiterait que les responsables du MFO et du Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC) fournissent des services automatisés de vérification du revenu et d'affaires au programme d'AALCO, qu'ils déterminent l'admissibilité au programme et qu'ils veillent à ce que le programme appuie les citoyens ontariens à faible revenu ciblés. Le MFO et le GOC incluront les Services aux entreprises, qui comprendront la gestion des demandes et des consentements, les paiements pour l'émission des prestations, la déclaration T5 fédérale, le suivi et les rapports à l'appui de l'administration globale du programme. Ce programme sera mis en œuvre en avril 2020.

4. Projet de solution de signature électronique

L'objectif principal de ce projet est de fournir une solution de rechange électronique au processus de consentement sur papier actuel pour les programmes de prestations administrés par le ministère des Finances (MFO) qui ont des processus automatisés de vérification du revenu afin de déterminer l'admissibilité au programme et les droits des Ontariens à faible revenu. Le fait de fournir une solution de signature électronique permet de réduire le fardeau qui pèse sur les gens en permettant à un client de soumettre son consentement à des critères de revenu immédiatement après la présentation de sa demande, plutôt que d'utiliser un processus sur papier pour donner son consentement. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des initiatives du gouvernement numérique et est appuyée par des recherches menées par les utilisateurs sur l'administration globale du programme de prestations. Ce processus sera intégré à deux processus de présentation de demandes de programmes existants, ce qui permettra de soumettre en ligne une demande complète.

Direction des ressources informatiques

1. Élargir et améliorer continuellement les offres de services de ressources informatiques

- (p. ex., placement des personnes, source du projet, centre de gestion des risques) afin de réaliser de la valeur opérationnelle et d'assurer l'harmonisation avec les priorités stratégiques.

	<p>2. Moderniser les modèles de ressources du GOC (personnel, technologie et finances)</p> <ul style="list-style-type: none"> afin de maximiser le RCI au moyen de l'innovation (p. ex., partage des coûts, financement de base) et d'assurer la responsabilité financière, la responsabilisation et la durabilité. <p>3. Élaborer un modèle d'effectif prêt pour l'avenir. Accroître l'attrait, les compétences, le perfectionnement et la souplesse du modèle du GOC pour appuyer le mandat du numérique d'abord et l'effectif du futur.</p>	
<u>Division de la Cybersécurité (DCS)</u>	<p>La cybersécurité est la priorité absolue pour l'Ontario, notamment la mise en œuvre de la Stratégie de cybersécurité de la fonction publique de l'Ontario, axée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation accrue de l'organisation Amélioration de la surveillance et des renseignements sur les menaces Gestion proactive des risques cybernétiques Services modernes de gestion de l'identité et de l'accès Centre d'excellence en cybersécurité pour le secteur public élargi 	<p>David Hayes Chef de la Direction des opérations de cybersécurité, DCS david.hayes@ontario.ca</p>
<u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	<p>Déploiement et améliorations du Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE)</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le déploiement du RIPE dans 12 sociétés autochtones et mettre en œuvre un certain nombre d'améliorations qui permettront d'automatiser et de réduire le fardeau administratif. La mise à niveau technique du RIPE est sur le point d'être mise en production en mai 2020 avec la dernière version de Cúram (version 7.0.8). Mettre à niveau tous les systèmes de protection de l'enfance non liés au RIPE, comme le système d'information FastTrack (mFTIS) et le système de registre des cas de maltraitance d'enfants (RCME), vers les versions logicielles les plus récentes. Améliorer et moderniser le RIPE pour qu'il soit plus adapté à la culture en adaptant la langue, les expériences des utilisateurs, la mise en œuvre de toutes les différentes variantes de la réglementation, des lois et des politiques qui ont une incidence sur l'écosystème de bien-être de l'enfant. Construire et exécuter une stratégie visant à briser une énorme application monolithique en solutions plus petites et gérables à l'aide de microservices et d'interfaces de programmation d'applications (IPA). Activer les fonctions Mobile et Hors ligne pour les responsables du cas. Créer et promouvoir une plateforme de déclaration libre-service pour toutes les analyses de données relatives à la protection de l'enfance. 	<p>Aklilu Tefera Dirigeant principal de l'information et sous-ministre adjoint, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et Groupement ITI pour les services sociaux Aklilu.Tefera@ontario.ca</p>

Système d'information des clients sur l'autisme (SICA) de l'Ontario

- Déterminer les solutions technologiques à plus long terme qui s'harmonisent sur la nouvelle recommandation du groupe consultatif pour la conception du Programme ontarien des services en matière d'autisme (POSA) tout en continuant d'assurer la continuité des services du POSA au moyen du SICA en tant que solution technologique provisoire.

Développement des enfants en santé – Système d'information sur les services intégrés pour enfants (DES-SISIE) – Mise à niveau de la technologie

- Transformer l'infrastructure globale d'application et de technologie de DES-SISIE en un outil numérique qui réduit les coûts globaux d'exploitation et d'hébergement.

Favoriser le numérique d'abord pour la prestation de services

Fournir davantage de services gouvernementaux par des moyens numériques pour améliorer les services et réduire le fardeau administratif du personnel :

- Moderniser les plateformes communes pour permettre la fonctionnalité numérique et réduire les coûts d'hébergement et de maintenance.
- Automatiser le développement, les essais, et le déploiement des solutions, ainsi que la requalification du personnel affecté aux activités numériques.
- Étudier l'entrepôt des données centralisés et les modèles de données multiprogrammes pour une vue intégrée.
- Moderniser les plateformes technologiques de données et d'analyses pour améliorer la gestion des données (y compris la protection des renseignements personnels et la sécurité)
- Adopter des modèles de prestation de services Agiles et Opérations de développement

Déterminer des économies opérationnelles

Trouver des possibilités de réduire les coûts d'exploitation annuels, d'accroître l'efficacité et d'appuyer un développement plus rapide.

- Retirer ou migrer les applications périphériques.
- Rationaliser les partages de fichiers internes, l'équipement de téléphonie ou de voix et les autres coûts de siège d'utilisateur lorsque la facturation interne dépasse l'utilisation ou la productivité réelle de ces actifs.

Établir une culture axée sur les résultats en intégrant une mesure rigoureuse du rendement stratégique au sein du groupement

	<ul style="list-style-type: none"> En créant une base encore plus solide pour la prise de décisions fondées sur des données probantes, nous appuierons la volonté de notre ministère d'offrir des services aux Ontariens de façons plus rapides, intelligentes et efficaces. 	
<u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u>	<p>Augmenter l'accès à l'éducation à l'aide d'une connectivité à large bande</p> <p>Le programme pluriannuel de modernisation de la connectivité à large bande a pour objectif de fournir un niveau de connectivité à large bande, à haut débit, rapide, fiable et sécurisé à tous les élèves et les enseignants de l'Ontario – y compris ceux dans les régions rurales, éloignées et du Nord.</p> <p>La vitesse cible est de 1 mégabit par seconde par élève (1 Mb/s par étudiant), étant donné la nécessité d'extensibilité pour aborder la croissance en hausse prévue dans l'utilisation d'Internet à l'avenir. Cela signifie que les réseaux des conseils scolaires pourront s'adapter aux futurs besoins de bande passante des progrès technologiques dans le milieu d'apprentissage.</p> <p>Il s'agit de la vitesse cible notée dans le rapport « Manifesto for 21st Century Learning » de la Ontario Association of School Business Officials (OASBO) en 2013, et l'objectif de 2017-2018 fixé par la State Education Technology Directors Association (SETDA) aux États-Unis, comme suffisante pour un environnement d'apprentissage élémentaire et secondaire (de la maternelle à la 12^e année). Une analyse plus poussée a confirmé qu'il s'agit d'une cible appropriée en fonction des délais de téléchargement des travaux de cours moyens. Selon les renseignements recueillis par les conseils au printemps de 2016, les données ont indiqué que la majorité des conseils fonctionnaient en dessous de ce seuil.</p> <p>Ce programme met en œuvre la technologie de réseau étendu réalisé par logiciel en collaboration étroite entre le ministère et les conseils scolaires. L'objectif initial était de commencer modestement par une mise à niveau dans un nombre limité d'écoles représentant des conseils scolaires anglophones, francophones, publics et catholiques de toutes les régions de la province afin de créer des enseignements pouvant être appliqués à de futurs travaux. Ces enseignements ont éclairé la stratégie et l'approche du déploiement complet qui a débuté en août 2017.</p> <p>Au 1^{er} août 2019, 26 conseils scolaires et plus de 1 500 écoles avaient achevé leurs travaux de modernisation, touchant plus de 550 000 élèves, dont 550 écoles rurales et 348 écoles du Nord. Trente-quatre (34) autres conseils scolaires sont dans la phase de mise en œuvre, ce qui signifie qu'ils ont terminé la phase de conception, et des activités subséquentes d'approvisionnement et de déploiement sont en cours pour mettre en œuvre la conception à jour des réseaux à large bande. Ces 34 conseils scolaires incluent plus de 538 000 élèves, 245 écoles rurales et 81 écoles du Nord.</p>	<p>Soussan Tabari Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les services à la collectivité Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

Les activités prévues à venir seront éclairées par la mise en œuvre actuelle et miseront sur l'achèvement de la modernisation par les conseils restants ainsi que sur l'élaboration d'un cadre de protection cybernétique qui comprend la cybersécurité et la confidentialité, et la manière d'assurer la durabilité au-delà du programme.

Transitions des étudiants

Les élèves ont un seul numéro d'identification depuis le niveau élémentaire jusqu'au niveau postsecondaire, soit le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), pour faciliter la compréhension et le suivi des progrès de l'élève dans le système d'éducation.

Le GSC a mis au point une solution sécurisée qui lie non seulement les données à l'aide du NISO, mais aussi d'autres identificateurs uniques. Grâce à la possibilité de lier des ensembles de données au NISO et à d'autres identificateurs, les ministères ont maintenant un éventail plus large de données à explorer, y compris les données sur les services de garde d'enfants et sur l'emploi, ainsi que l'extension de la synchronisation dans les données du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) par une harmonisation avec les données existantes sur les inscriptions dans les collèges et universités. Il sera ainsi possible de suivre les progrès d'un enfant à partir des premiers stades de sa vie et tout au long de son cheminement scolaire ainsi que de son passage à la population active de l'Ontario.

Modernisation de l'apprentissage

L'ancien système d'apprentissage (APPR) a été lancé en mars 2006 pour appuyer l'administration, la gestion et la certification de la formation des clients dans les domaines de l'apprentissage et des métiers modulaires, ainsi que le processus de gestion des examens menant à l'octroi de licences aux compagnons d'apprentissage.

Le budget de l'Ontario de 2019 énonce la vision du gouvernement en ce qui concerne un modèle de prestation modernisé et dirigé par le ministère pour l'apprentissage et le système des métiers spécialisés. Cette vision comprenait un engagement à « moderniser la prestation des services en apprentissage par l'élaboration d'un nouveau système numérique pour servir les clients en personne, y compris un portail numérique à guichet unique pour les apprentis. Un portail numérique permettra aux apprentis et aux commanditaires d'accéder aux renseignements et de réaliser des transactions liées à leur apprentissage, comme l'inscription et le suivi des compétences, en ligne. Un mode de prestation moderne et numérique d'abord pour l'apprentissage permettra aux clients de naviguer et de progresser facilement dans le système d'apprentissage à l'aide d'un modèle de libre-service en ligne, et permettra de réduire considérablement les frais administratifs en automatisant les activités administratives.

Système de repérage, de référence et de rétroaction (RRR)

Les programmes de l'Ontario en matière d'emploi et de formation, de personnes handicapées et de programmes innovateurs à venir comportent un réseau complexe de programmes, de fournisseurs de services et de responsabilités internes du gouvernement. Cette initiative vise à mettre en œuvre des processus et des systèmes pour recueillir tous les éléments de données de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) et de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDM) et pour mettre en œuvre le Système de repérage, de référence et de rétroaction (RRR).

Le système de RRR qui permet aux provinces et aux territoires d'offrir activement des services à certains demandeurs d'assurance-emploi (AE), notamment :

- Repérage : Permet aux provinces et aux territoires de filtrer les demandeurs d'AE et de rendre leurs services d'emploi plus efficaces et mieux adaptés aux priorités.
- Référence : Transmet des renseignements sur les demandeurs de l'AE ciblés séparés par les bureaux locaux des provinces et des territoires afin que les provinces et les territoires puissent activement offrir de l'aide.
- Rétroaction : Les provinces et les territoires peuvent fournir des renseignements sur les réponses des demandeurs.

Transformation des services d'emploi

L'Ontario est en train de transformer ses services d'emploi afin d'aider un plus grand nombre de personnes à trouver et à conserver des emplois de qualité et d'accroître le nombre d'entreprises qui trouvent des travailleurs qualifiés. En novembre 2018, le ministère des Collèges et Universités a reçu l'approbation du transfert de la responsabilité des programmes de services d'emploi pour les bénéficiaires de l'aide sociale (Ontario au travail et POSPH), du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires au ministère des Collèges et Universités.

Outre l'intégration des mesures de soutien à l'emploi, le ministère des Collèges et Universités a également reçu l'approbation d'entreprendre une transformation progressive du système intégré de l'emploi, parallèlement à l'intégration, au moyen d'une approche de mise en service ouverte aux entités sans but lucratif, privées ou municipales, en commençant par trois zones géographiques d'ici à l'automne 2019. L'admission des clients débutera le 1^{er} avril 2020. La transformation des services complets d'emploi sera progressivement intégrée d'ici 2022-2023.

Rationalisation des processus d'approbation

L'initiative de rationalisation des processus d'approbation vise à aider le ministère des Affaires municipales et du Logement à élaborer des options de processus et de technologie qui feront avancer la priorité du ministère à rationaliser les approbations de développement des bâtiments.

Élargir le soutien aux décisions fondées sur des données probantes

En 2015, une validation de principe d'analyse en bac de sable a été mise en place avec succès pour le ministère des Collèges et Universités pour favoriser davantage d'analyses en libre-service afin de mieux appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes. Une étude-pilote réalisée à l'aide du bac à sable portait sur la mobilité des étudiants du postsecondaire, et examinait la transition et la mobilité des étudiants dans les établissements et programmes universitaires et collégiaux. Le succès de cette initiative a entraîné l'expansion de la validation de principe afin de mettre à la disposition des établissements universitaires et collégiaux un environnement d'analyse ouvert, ce qui a amélioré la facilité d'emploi, l'ouverture et la confiance entre le ministère et les partenaires du secteur de l'éducation postsecondaire.

Le GSC envisage d'élargir l'utilisation de ce concept aux ministères de l'Éducation (MEO), du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS), des Affaires municipales et du Logement (MAML) afin d'accroître leur capacité d'analyse.

Modernisation de la gestion des immobilisations pour l'éducation

Le **Système d'information sur les immobilisations dans le domaine de l'éducation (SIIE)** est une initiative de restructuration des processus opérationnels visant à moderniser et à remplacer le **Système d'information sur les établissements scolaires (SIES)** existant par une nouvelle solution intégrée de gestion des milieux de travail (SIGMT) automatisée et commerciale prête à l'emploi. La nouvelle solution améliorera l'efficacité et l'efficacité de l'administration des fonds d'immobilisations et de fonctionnement en éducation et en garde d'enfants, tout en automatisant les processus opérationnels globaux et en respectant les normes d'application et de sécurité de la FPO et d'autres normes de conformité prescrites par le gouvernement.

L'infrastructure scolaire financée par l'Ontario se compose d'une base d'actifs de 56 milliards de dollars et d'environ 5 000 écoles qui desservent près de 2 millions d'élèves par année, soit près de 15 % des Ontariens. Pour appuyer cette infrastructure, le MEO et les conseils scolaires utilisent le SIES pour gérer et tenir à jour ce répertoire d'actifs.

Les renseignements contenus dans le SIES permettent d'accorder plus de 4 milliards de dollars par année en subvention de base pour les écoles et en subventions de fonctionnement et de renouvellement pour les écoles, et à effectuer des analyses et à prendre des décisions sur les changements stratégiques (p. ex, décisions de financement liées aux priorités d'immobilisations, Lignes directrices relatives à l'examen portant sur les installations destinées aux élèves, entre autres).

La nouvelle solution procurerait aux entreprises, aux conseils scolaires et aux autres ministères et intervenants un certain nombre d'avantages importants. Voici quelques-uns des avantages :



- 1) Accroître la disponibilité, la transparence et l'échange de renseignements entre les parties et les systèmes concernés (p. ex., la visibilité des données entre les conseils scolaires, qui n'existe pas aujourd'hui).
- 2) Fournir des processus d'immobilisations simplifiés et automatisés pour accroître l'efficacité, l'adaptabilité, la transférabilité (c'est-à-dire, entre les ministères et les programmes) et l'équité.
- 3) Atteindre un niveau élevé de responsabilisation grâce à l'automatisation des systèmes, à des flux de processus vérifiables et à des capacités détaillées d'extraction de données et d'établissement de rapports sur celles-ci pour répondre aux besoins documentaires internes, aux besoins des intervenants, aux autres besoins du ministère, aux demandes des médias, aux besoins en matière de rapports et d'information des gestionnaires et des agents de direction et aux demandes d'information du public.
- 4) Offrir la ponctualité, l'adaptabilité, la transférabilité et l'évolutivité pour répondre à l'évolution des besoins

Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR)

Le SBRGR vise à fournir un nouveau système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources pour favoriser les attractions de l'Ontario.

En collaboration avec des partenaires du MTCS, un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert est en cours pour une solution visant à moderniser les admissions et les opérations des principales attractions de l'Ontario. Ce projet a pris de l'ampleur et jusqu'à 8 organisations touristiques et culturelles ont participé à l'approvisionnement. La solution fournira un système de base commun qui pourra être exploité par de multiples organisations, et qui maximisera l'efficacité opérationnelle et aidera à dégager de meilleures économies d'échelle.

Un système solide de billetterie, de réservation et de gestion des ressources permettra aux entités de :

- maintenir et éventuellement augmenter leurs revenus annuels actuels (adhésion, événements, dons, participation) ;
- réduire le temps consacré à l'organisation des événements, ainsi que réduire le temps et les efforts du personnel pour gérer manuellement les renseignements et les comptes des clients ;
- gérer les ressources et les actifs pour optimiser l'utilisation et déterminer les économies ;
- se conformer aux normes de la FPO en matière de cybersécurité et de politiques ;
- offrir, promouvoir et commercialiser des programmes et des événements spéciaux en ligne et au moyen des liens intégrés aux médias sociaux, en réponse aux dernières attentes du public ;
- fournir un service à la clientèle en temps voulu et répondre aux attentes des consommateurs en matière de soutien par divers canaux (en ligne et sur tablette) ;

- atténuer les risques liés aux renseignements sur les paiements en veillant à ce qu'ils soient conformes aux normes canadiennes de sécurité des données de l'industrie des services bancaires et des cartes de paiement ;
- aborder les changements technologiques futurs et les mises à niveau de sécurité ;
- réaliser des économies grâce à un système intégré et holistique et tirer parti de l'expertise des ressources du ministère dans la planification et la mise en œuvre ;
- favoriser la reddition de comptes cohérente au MTCS.

Modernisation du signalement des incidents graves/délivrance de permis d'établissement

En 2015, un Comité consultatif pour les services en établissement a mené un examen des services en établissement pour les enfants et les jeunes dans tous les secteurs (c'est-à-dire, justice pour les jeunes, bien-être de l'enfance, santé mentale et besoins complexes et spéciaux). L'examen a porté sur les besoins des enfants et des jeunes en milieu d'établissement, en mettant l'accent sur les approches des traitements, programmes et services efficaces ainsi que sur les méthodes de placement, de soins et de traitement en milieux d'établissements. En 2016, le Comité a remis son rapport final avec ses recommandations : « Parce que ce sont les jeunes qui comptent : Rapport du Comité consultatif pour les services en établissement ».

Le rapport mis en évidence a établi qu'une solution de la TI modernisée automatiserait, simplifierait et regrouperait les processus de délivrance de permis d'établissement de bout en bout, pour appuyer bon nombre des recommandations énoncées dans le rapport du Comité, comme les suivantes :

- La création d'un annuaire Web centralisé et public de tous les fournisseurs de services de la province pour optimiser le placement.
- Le développement de la capacité de collecter des données dans tout le système de services en milieu d'établissement et de produire des rapports sur le nombre de jeunes pris en charge hors de leur domicile qui appartiennent à des groupes culturels, raciaux, confessionnels ou d'identité sexuelle particuliers.
- L'intégration des données dans les bases de données existantes.
- La permission d'utiliser les RO pour effectuer de solides analyses de comparaison et de tendances afin d'aider à définir des repères et des cibles de rendement.
- La contribution à une stratégie proactive pour la promotion des droits, du bien-être et de la participation des jeunes – surtout des jeunes ayant des besoins particuliers ou complexes.

En raison de la solide harmonisation de la solution proposée sur le système actuel de gestion des permis des services de garde d'enfants, les partenaires du ministère ont mobilisé le GSC pour l'élaboration d'une solution de la TI pour donner suite aux recommandations du Comité. Depuis l'approbation du projet, les exigences de la version 1.0 ont été approuvées, le développement et les essais d'acceptation par les utilisateurs (EAU) ont été achevés et

l'application est prête à être lancée à la fin de septembre 2019. Une version 2.0 sera lancée à l'automne 2019.

Portail des Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme

Au MAML, afin de veiller à ce que les politiques publiques soient élaborées en fonction des mesures quantifiables, un outil est nécessaire pour réduire au minimum les efforts (p. ex., travail, technologie requise) pendant le processus décisionnel. Ainsi, le projet de **renseignements organisationnels sur le logement et le sans-abrisme (RELSA)** a été créé pour améliorer la capacité du MAML de recueillir, gérer, consulter et utiliser des données essentielles à l'élaboration de politiques publiques et à l'exécution de programmes fondés sur des données probantes. Cela permettra au ministère de devenir un chef de file dans la recherche et l'analyse pour les marchés et sous-marchés clés du logement, les tendances démographiques et socio-économiques, et les incidences sur le marché et l'économie du logement dans son ensemble. Grâce à l'outil RELSA, le ministère pourra :

- mettre en évidence les liens entre les données et les politiques fondées sur des données probantes, et offrir une vision globale du client ;
- mettre en évidence l'intégration des données dans plusieurs secteurs du logement (p. ex., dans les secteurs social et commercial) ;
- avoir une meilleure connaissance de la démographie des clients et des résultats.

La feuille de route quadriennale du projet s'harmonise avec la modernisation du secteur du logement et comporte les éléments suivants. Le projet est actuellement à la quatrième année (4) de son cycle de vie. La feuille de route est réexaminée régulièrement afin de veiller à ce que les bons éléments soient mis en œuvre, conformément aux priorités du ministère au cours du cycle de vie du projet.

- **Année 1** : Miser sur un entrepôt de données sur le logement et le sans-abrisme du MAML combiné à de puissants outils d'analyse et de renseignements propres à l'organisation pour faciliter l'accès et l'analyse des données existantes (**État : achevé**).
 - En mai 2017, le portail de données des Renseignements organisationnel sur le logement et le sans-abrisme (RELSA) a été lancé. Le portail de données des RELSA est une plateforme de soutien à décision élaboré pour appuyer la prise de décisions politiques fondées sur des données probantes. Ce portail Web fournit des tableaux de bord stratégiques d'établissement de rapports et une visualisation dynamique de la carte d'accès des données (SIG) à tous les utilisateurs, et des outils de renseignements organisationnels en libre-service pour permettre aux grands utilisateurs formés de produire et d'afficher des rapports personnalisés.
- **Année 2** : Déterminer les jeux de données prioritaires à partir du MAML et transformer ou télécharger les données dans le portail des RELSA; donner aux utilisateurs opérationnels (ministère) l'accès pour utiliser le portail aux fins d'analyse des données (**État : achevé**).

	<ul style="list-style-type: none"> Année 3 : Poursuivre l'introduction d'autres jeux de données dans le système et mettre en œuvre un processus itératif d'actualisation automatisée des données pour les mises à jour des données; améliorer la convivialité générale des RELSA en créant de nouvelles visualisations de mappage et de nouveaux tableaux de bord. (État : achevé) Année 4 : Explorer et créer une vue intégrée des jeux de données et créer des liens utiles entre les données de nature différente; fournir aux gestionnaires de services un accès au portail (avec seulement les renseignements régionaux pertinents). Améliorer la suite de visualisation des données et avancer vers l'analyse prédictive. (État : en cours) <p>Transition de l'Ordre des métiers de l'Ontario (OMO) Il faut moderniser et transformer l'apprentissage en Ontario pour mieux répondre aux besoins des apprentis, des employeurs et de l'industrie. Dans le cadre de l'engagement de réduire les fardeaux réglementaires inutiles et de moderniser l'apprentissage en Ontario, le gouvernement met fin à l'Ordre des métiers de l'Ontario. Le gouvernement envisage d'élaborer un modèle de remplacement pour la réglementation des métiers spécialisés et du système d'apprentissage en Ontario d'ici l'automne 2019.</p>	
<u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u>	<p>Modernisation des centres de contact La nouvelle initiative de modernisation des centres de contact est un plan pluriannuel visant à réduire et/ou à éliminer les technologies et les processus redondants et incohérents. Cela permettra au gouvernement d'offrir les meilleurs services et les meilleures options de téléphonie, de courriel, de clavardage en ligne et de messagerie bidirectionnelle pour aider les Ontariens à obtenir de l'information plus rapidement et plus facilement.</p>	<p>Renee Laforet Dirigeante principale de l'information Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca</p>
<u>Groupement ITI pour les services de santé (GSS)</u>	<p>Surveillance du nouveau coronavirus (Système d'information en santé publique intégré) Afin de renforcer la capacité de l'Ontario à surveiller les cas de nouveau coronavirus qui circulent en Chine, le ministère a ajouté le nouveau coronavirus comme maladie désignée déclarée en vertu de la législation ontarienne en matière de santé publique le 22 janvier 2020. Les services de santé publique de l'Ontario utilisent le Système d'information en santé publique intégré pour appuyer leurs activités liées aux maladies transmissibles, y compris la gestion et la surveillance des cas, des contacts et des éclosions. Le Système d'information en santé publique intégré est mis à jour pour appuyer la réponse des bureaux de santé à tout cas de coronavirus qui pourrait être identifié en Ontario.</p> <p>Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF) – Soumission électronique Ce projet permettra la présentation numérique sécurisée des factures des fournisseurs et des demandes de remboursement de matériel du Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF) au ministère de la Santé, en utilisant les voies de livraison existantes actuellement utilisées par les demandeurs de frais médicaux et pour la déclaration des fournisseurs du PAAF. La facturation électronique est en cours d'exécution en février 2020, et les demandes de remboursement électroniques devraient être soumises à une date à déterminer.</p>	<p>Karen McKibbin Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>



Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (EINAS)

L'EINAS, compte tenu de sa vaste diffusion en juillet 2019, a commencé à relever les défis commerciaux liés au Programme d'accès exceptionnel (PAE) du Programme public de médicaments de l'Ontario. Grâce à l'utilisation de formulaires dynamiques et axés sur les critères que tous les demandeurs de l'Ontario peuvent utiliser pour soumettre des demandes de PAE par l'entremise d'un canal en ligne familier et intuitif, les demandes de PAE incomplètes ont été réduites. De plus, des données cliniques sont recueillies pour éclairer le rendement du programme et la prise de décisions. L'EINAS est fondé sur les données au moyen de règles par un gestionnaire de décision. Ces règles ont été créées pour permettre une saisie de données guidée pour de nombreuses combinaisons de médicaments et d'indications du PAE. Les règles sont rédigées et tenues à jour par le secteur de programme opérationnel, ce permet à ces règles de s'adapter rapidement aux changements tels que les mises à jour des critères de financement et les nouveaux médicaments ajoutés au PAE. L'EINAS fournit également des fonctions de recherche élastique « de type Google » qui offrent une meilleure expérience de l'utilisateur final, en les dirigeant rapidement vers les renseignements qu'ils recherchent. En juillet 2020, la prochaine grande publication de l'EINAS mettra l'accent sur l'amélioration de l'adoption et de la sécurité en introduisant des capacités de désignation du personnel pour les prescripteurs et l'authentification à deux facteurs.

Solution de qualité des inspecteurs (SQI) des foyers de soins de longue durée

La Solution de qualité des inspecteurs (SQI) est un outil automatisé utilisé par les inspecteurs des foyers de soins de longue durée pour faire appliquer la *Loi de 2007 sur les foyers de longue durée* et le Règlement de l'Ontario. La solution prend en charge divers domaines de travail et se compose des modules suivants : Apport, délivrance de permis, inspections et conformité.

La prochaine version inclura des améliorations pour les lits d'accès prioritaire (LAP). La SQI exige des améliorations continues pour répondre aux exigences législatives provinciales et fédérales les plus récentes du Règlement de l'Ontario 79/10 en vertu de la *Loi de 2007 sur les foyers de longue durée*.

Automatisation du Système d'incidents critiques (SIC) pour soins de longue durée

Le système d'incidents critiques (SIC) est l'une des cinq (5) applications hébergées sur LTCHomes.net, un environnement accessible sur le Web.

Les employés des foyers de soins de longue durée ont accès au SIC dans LTCHomes.net pour signaler les incidents critiques survenus dans les foyers de soins de longue durée. L'information du SIC est saisie et envoyée au moyen du portail au ministère qui reçoit les données par courriel. Les inspecteurs du triage, qui sont des infirmières auxiliaires autorisées de l'équipe de l'évaluation de la centralisation de l'accueil et du triage, prennent l'information dans le courriel du SIC et la consignent dans le module d'admission de la SQI.

L'automatisation du SIC permettrait de réduire les ressources liées à l'opération de saisie des données à forte intensité et d'utiliser plus judicieusement la capacité des inspecteurs du triage afin qu'ils misent sur la réponse aux incidents critiques.

Résumé et rapport quotidiens sur le dénombrement des lits (dBCS BI)

Cette solution appuie les rapports quotidiens sur les données du dénombrement des lits recueillies dans les hôpitaux de l'Ontario afin d'améliorer la planification et la gestion de l'occupation des lits dans les hôpitaux. Cet outil appuie la prise de décisions fondées sur des données probantes pour aider le ministère de la Santé à atteindre son objectif de mettre fin aux soins de santé dans les couloirs.

Le Groupement ITI pour les services de santé (GSS) a tiré parti de la puissance de Python dans l'extraction, le transfert et le chargement (ETC) de dBCS qui rassemblent les diverses étapes quasi autonomes. Cette automatisation des processus de bout en bout avec Python dans l'ETC a permis de réduire les efforts manuels pour le chargement des données et le contrôle de la qualité.

Répartition par ordinateur (ROmobile) mobile

La solution de répartition par ordinateur (ROmobile) est une application mobile utilisée par les paramédicaux pour répondre aux incidents attribués par les Centres de communication ambulanciers 9-1-1. ROmobile ne dépend pas d'un périphérique et est entièrement intégrée au routage standard (Google et Waze). L'application transmet automatiquement aux paramédicaux les détails de l'incident lorsqu'ils sont saisis par le répartiteur 9-1-1, y compris l'état du patient et les renseignements sur l'emplacement, ainsi que toute considération de sécurité. ROmobile a été mis en œuvre pour la première fois au Centre de répartition des ambulances de la baie Georgienne le 4 juillet 2018 pour les ambulanciers de la région de York. Dans la région de York, les ambulances sont dotées d'iPads sur le tableau de bord et de deux appareils iPhone, un pour chaque médecin sur place. À mesure que les médecins interviennent dans les incidents, ils sont en mesure de « faire passer » en temps réel leurs mises à jour de statut pour les agents de communication du centre d'expédition. ROmobile a permis de réduire les efforts de communication vocale et radio et les temps de réponse de l'équipage, ainsi que les efforts associés au contrôle de la qualité et à la documentation. L'équipe ROmobile travaille actuellement avec les services paramédicaux Simcoe pour déployer la solution dans cette région en 2020.

Système médical de répartition prioritaire

On a déployé une version 5 de l'outil de répartition par ordinateur (RO) configuré selon les normes dans tous les Centres de communications des services paramédicaux. La technologie de RO est utilisée dans tous les centres intégrés de répartition des ambulances pour aider les répartiteurs à gérer les demandes d'ambulances.

La province est en train de mettre sur pied un système de prestations de services plus intégré en matière de répartition et de communication qui répondra mieux aux besoins des collectivités de l'Ontario.

Une fois mises en œuvre, les améliorations permettront d'effectuer un meilleur triage et de donner la priorité aux appels 9-1-1 pour les services d'ambulance. De plus, il y aura moins de patients, ceux-ci attendront moins longtemps et ils pourront se déplacer plus rapidement dans le système d'urgence. Le projet s'inscrit dans le cadre d'une réforme stratégique pluriannuelle visant à améliorer et à maintenir la qualité des soins coordonnés tout au long du parcours du patient.

Rapports de gestion des applications des appareils et accessoires fonctionnels (ADAM-R)

Cette application permet au secteur d'activité des appareils et accessoires fonctionnels de générer des rapports d'exploitation et de paiement pour appuyer le Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF). Le PAAF offre un soutien centré sur la clientèle et une aide financière aux résidents de l'Ontario ayant une déficience de longue durée pour obtenir des appareils et accessoires fonctionnels personnalisés adaptés à leurs besoins individuels pendant plus de six mois. L'application fournit au PAAF 80 rapports prédéfinis et des rapports ponctuels pour aider à la prise de décision.

Le projet de migration est en cours en vue d'une migration de l'ADAM-R vers une plateforme partagée, appelée BIDA, hébergée au centre de données Guelph à partir de l'ancien environnement Sheba II. Les versions logicielles sont également mises à niveau.

Le projet d'amélioration est également en cours pour ADAM-R afin d'intégrer l'évolution des besoins opérationnels afin de maintenir la continuité des opérations.

Adoption de la plateforme compatible avec le nuage SAS Viya sur les plates-formes GoCloud

Le Groupement ITI pour les services de santé a mis en œuvre avec succès la solution SAS Visual Analytics pour le ministère qui dessert à la fois les utilisateurs internes du secteur de programme (environ 300) et les utilisateurs externes (environ 250) – principalement du Réseau local d'intégration des services de santé (RLISS). Compte tenu de la demande croissante d'outils d'analyse de la santé faciles à utiliser et de capacités de visualisation, le ministère est en train d'adopter SAS Viya, une plateforme de nouvelle génération compatible avec le nuage qui offre plus de capacités et d'évolutivité nécessaires pour répondre à la croissance liée à l'accès des utilisateurs externes.

Pour ce qui est de la feuille de route de SAS Viya, on prévoit qu'il y aura une mise en œuvre de GoCloud Viya pour traiter de l'accès des utilisateurs externes et traiter des données sur la santé

	<p>peu sensibles et regroupées. Il y aura un autre cas de Viya sur GoCloud ou sur place pour la prise en charge de l'analyse des données sur la santé hautement sensibles. Cet environnement sur place permettra de répondre aux besoins d'analyse visuelle, de statistiques visuelles et d'intégrer les anciens besoins d'analyse opérationnelle du ministère.</p> <p>Transfert électronique de fonds pour les bénéficiaires du Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales La Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide les résidents du Nord de l'Ontario à payer les frais de transport à des fins médicales afin d'avoir accès aux services de soins de santé assurés par l'entremise d'un médecin spécialiste ou d'un établissement de soins de santé financé par le ministère, qui ne sont pas disponibles localement dans un rayon de 100 km. Des travaux sont en cours pour offrir un mode de paiement plus efficace et centré sur l'utilisateur en permettant aux bénéficiaires de recevoir leurs subventions au moyen du transfert électronique de fonds.</p> <p>Intégrité des données sur l'admissibilité au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario Le ministère de la Santé s'efforce d'assurer l'intégrité des données de sa base de données sur l'enregistrement des clients du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. La base de données contient actuellement des inscriptions qui nécessitent des mesures en raison de questions liées au maintien de l'admissibilité à la protection en vertu du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. Le travail de la TI a progressé pour assurer l'intégrité des données pour les inscriptions désuètes lorsqu'aucune carte d'intégrité valide n'est inscrite dans les dossiers d'une personne. D'autres travaux seront entrepris en vue de mettre fin aux cartes de santé rouges et blanches, ce qui permettra de s'assurer que seules les personnes admissibles pourront continuer d'avoir accès aux services de santé financés et assurés par l'État.</p> <p>Sentence arbitrale entre l'Association médicale de l'Ontario et le ministère de la Santé Après cinq ans sans entente, le ministère et l'Association médicale de l'Ontario ont obtenu une entente de services médicaux par voie d'arbitrage exécutoire en février 2019. Cette entente s'étend du 1^{er} avril 2017 au 30 mars 2021 et comprend de nombreux éléments sur la période de quatre ans qui nécessiteront un développement et un soutien continu en ITI pour répondre aux exigences et aux objectifs arbitrés en matière d'économies.</p>	
<p><u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p>	<p>Nouvelles politiques, méthodes et processus d'information pour le numérique</p> <p>Intégration des données – En vertu du projet de loi budgétaire de l'Ontario de 2019 intitulé <i>Loi pour protéger l'essentiel</i>, le Cadre d'intégration des données de l'Ontario comprend un ensemble fondamental d'exigences relatives à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation de renseignements personnels, y compris la protection des renseignements personnels, la transparence et la responsabilisation.</p>	<p>John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives john.roberts@ontario.ca</p>

Gestion des courriels – La FPO modernise la gestion des courriels en passant de l'obligation faite aux employés de la FPO de gérer chaque courriel individuel à la gestion des courriels au niveau du compte de courriel. Une approche axée sur les rôles a été proposée pour la gestion des comptes de courriel pour la FPO basée sur les rôles, basée sur le modèle Capstone développé par la NARA (National Archives and Records Administration) des États-Unis. Cette approche permet de classer les rôles dans la fonction publique et de conserver ou éliminer des comptes de courriel entiers en fonction de leur importance. Des rapports du Réseau d'information sur les effectifs (RIE) sont en cours d'élaboration pour appuyer l'établissement de retenues sur les comptes de courrier électronique des employés nommés à des postes où les comptes sont désignés pour être conservés en permanence.

Plan d'action pour la gestion de la confidentialité – À la suite d'une analyse de l'état en cours, un plan d'action est en cours d'exécution pour la gestion de la confidentialité qui renforcera la capacité de l'Ontario en matière de gestion de la confidentialité. Les premiers résultats comprennent une ligne directrice sur le programme de gestion de la vie privée, l'évaluation de la maturité, une ligne directrice sur la gestion des risques et l'établissement d'une communauté de pratiques pangouvernementales en matière de gestion de la vie privée.

Évaluation de la tenue de documents – Le cadre de tenue de documents établi en Ontario s'inspire des pratiques exemplaires internationales pour fournir des outils, des techniques et des stratégies permettant de déterminer les exigences en matière de création et de gestion de documents dans un contexte numérique. La trousse d'outils d'évaluation, qui comprend une gamme de documents d'orientation, est actuellement disponible pour examen précoce et sera publiée en vue d'effectuer des tests plus poussés au printemps prochain.

Intégration de la conservation des documents dans la TI – Veiller à ce que les exigences, les considérations et les solutions en matière de conservation des documents soient intégrées à la conception des systèmes de la TI et aux processus de la TI du gouvernement (p. ex., l'architecture intégrée).

Modernisation des services d'accès à l'information (AI) – L'Ontario travaille à l'élaboration de propositions législatives visant à améliorer l'efficacité des services d'AI de l'Ontario et à offrir un accès plus rapide et plus fiable aux renseignements gouvernementaux au moyen de ses programmes d'accès à l'information. Les propositions comprennent la rationalisation des processus et des procédures d'AI, la modernisation des barèmes de frais et la divulgation proactive. D'autres propositions complémentaires sont en cours d'élaboration pour renforcer la tenue de documents dans le gouvernement de l'Ontario.

<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p>Réseau vidéo pour la justice provinciale Élargissement du Réseau vidéo pour la justice provinciale pour passer à une approche « vidéo d'abord » qui donne la priorité à la vidéoconférence comme première option pour la plupart des types de comparution en détention préventive.</p> <p>Gestion des preuves numériques Le Service de gestion des preuves numériques est un logiciel d'informatique en nuage qui sert de solution de soutien aux fournisseurs de services et qui est utilisé par les partenaires et les intervenants du secteur de la justice pour saisir, gérer, stocker et partager par voie électronique des dossiers d'enquête et de preuve numériques. Un processus d'approvisionnement concurrentiel et transparent débutera cette année.</p> <p>Plateforme d'analyse des données Vanguard – Examen et analyse des décès d'enfants et d'adolescents La Plateforme d'analyse des données Vanguard a été lancée en avril 2019. La plateforme, gérée et soutenue par les Services technologiques pour la justice, offre une suite d'outils de renseignements organisationnels (RO) et d'analyse avancée. Ces données sont combinées à un seul dépôt de données sécurisé du Secteur de la justice qui peut saisir des renseignements historiques complexes, prévoir les événements à venir et prévoir raisonnablement les résultats de l'introduction de nouvelles variables ou de l'évolution de ces variables.</p> <p>Vanguard sera utilisé dans le cadre du Projet-pilote d'intégration des données pour l'examen et l'analyse des décès d'enfants et d'adolescents (EXADEA) dirigé par le Bureau du coroner en chef, qui recueillera et reliera des données sur tous les décès d'enfants et d'adolescents en Ontario afin de mieux comprendre comment les circonstances de la vie peuvent influencer sur la mort de jeunes.</p>	<p>Catherine Emile Directrice principale de l'information interimaire et sous-ministre adjointe Services technologiques pour la justice catherine.emile@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR)</u></p>	<p>Lancements et améliorations en cours pour les solutions lancées avec succès :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portail d'information sur les ressources naturelles (PIRN) : D'autres secteurs d'activité seront modernisés dans le Portail d'information sur les ressources naturelles au cours des cinq à six prochaines années. • Modernisation d'AgriSuite (OMAFRA) : Les calculatrices et les fonctionnalités restantes seront fournies dans 6 versions. • Plateforme d'autorisations organisationnelle (PAO) : Améliorations hiérarchisées. • Système d'administration des terrains miniers (SATM) : Des améliorations continues sont demandées par l'industrie. <p>Examen des services de laboratoire et modernisation de la TI (MEPP) Le MEPP fournit des services de laboratoire analytiques pour appuyer les besoins de surveillance de la conformité, d'audit et d'interventions en cas d'urgence. Le ministère fournit des tests de haute qualité, des consultations d'experts, un service de référence scientifique, l'élaboration de méthodes et l'application de la technologie analytique pertinente. Ce projet remplacera l'ancienne technologie des années 1990 par une solution commerciale prête à</p>	<p>Rocco Passero Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources Rocco.Passero@ontario.ca</p>

	<p>l'emploi (LCPE) moderne et évolutive. Achats concurrentiels effectués au moyen d'une demande d'offres, la solution LCPE HORIZON Labs ayant été retenue comme fournisseur en mai 2019. Le projet comprend 10 jalons majeurs, et le lancement est prévu en décembre 2020 et l'acceptation finale du produit en mars 2021.</p> <p>Résultats escomptés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moderniser les processus actuels (60 % sont actuellement manuels ou sur papier). • Simplifier tous les processus opérationnels et améliorer ou automatiser les opérations pour le service de bout en bout (de la réception de la demande à l'envoi des résultats). • Réduction du risque de défaillance du système et de dégradation des données. • Regrouper les applications secondaires utilisées pour les données et automatiser la collecte et la gestion des données. • Respecter les normes élevées d'accréditation du ministère par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). • Améliorer le renseignement d'entreprise et la mesure du rendement des laboratoires. <p>Projet de restructuration de la conformité et des systèmes informatiques (PRCSI) Le MEPP protège notre environnement naturel et nos collectivités saines au moyen de programmes réglementaires, de la surveillance de la conformité et de l'application, au besoin. Ce projet permettra de moderniser les principaux programmes de conformité réglementaire du ministère et les processus opérationnels connexes, et favorisera une approche axée sur les risques au moyen de la mise en œuvre d'une solution de conformité et d'application. La fonctionnalité est en cours d'élaboration en vue d'une mise en production en avril 2020.</p> <p>Résultats escomptés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès central aux données et aux renseignements et renseignements généraux sur la conformité pour chaque secteur réglementé. • Renseignements d'entreprise et analyses. • Surveillance de la conformité et assurance. • Planification et décisions axées sur les risques. • Recherche et élaboration de politiques. • Économies et fonctionnalité améliorées, remplacement des systèmes existants. <p>Projet de renouvellement des systèmes du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario Remplacer le Système de gestion financière et le Système financier unifié de développement du Nord (SFUDN) par un nouveau système qui combine et remplace le SFUDN et un Système de gestion financière.</p>	
<p><u>Groupe ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Gouvernement numérique Le ministère des Transports travaille en collaboration avec le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) pour faire avancer le programme numérique des gouvernements au moyen de diverses initiatives du numérique</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information Groupe ITI du travail et des transports (GTT)</p>

d'abord (les 10 transactions les plus demandées et le projet de loi omnibus du numérique d'abord) :

- **Les 10 transactions les plus demandées** : Le ministère des Transports travaille avec le MSGSC pour améliorer 8 parmi les 10 transactions les plus demandées et améliorer l'accès aux services numériques existants, y compris les services en ligne de permis de conduire, de carte de santé, de changement d'adresse, et les avis de renouvellement électroniques, entre autres (c'est-à-dire en s'appuyant sur les transactions existantes).
- Les 10 transactions les plus demandées permettront de transférer près de 10 millions de transactions en personne vers des canaux numériques, ce qui permettra d'économiser jusqu'à 33,5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Garage numérique :

- **Renouvellement des permis de conduire des conducteurs âgés** – Examiner le Programme de renouvellement des permis de conduire des conducteurs âgés et déterminer des possibilités pour la transformation numérique, en augmentant les économies et en améliorant l'expérience utilisateur.
- **Guide de l'automobiliste** – Le passage aux formats numériques est en hausse et nos citoyens s'attendent à ce que nous suivions cette tendance. Grâce à ce projet, nous explorons la possibilité de numériser le Guide de l'automobiliste de l'Ontario.
- **Élimination de la carte de moniteur de conduite** – Passer des cartes physiques à un format numérique moderne qui est accessible en ligne ou sur nos appareils mobiles.
- **Carte photo** – Permettre le traitement de la demande et du renouvellement de la carte photo de l'Ontario au moyen d'un service numérique.
- **Production des permis de conduire** – Recherche et test de solutions numériques émergentes pour maintenir l'intégrité des cartes physiques.

Système de gestion des corridors routiers

Mettre en place un système en ligne pour les municipalités et les promoteurs de terrains afin de permettre la présentation en ligne des documents de planification (p. ex., plans du site, consentements, prélèvements, plans de subdivision) aux fins d'examen par le ministère. Le système permettra aux promoteurs de suivre l'état des soumissions et permettra au ministère de rendre compte de l'état d'avancement des grandes propositions d'aménagement du territoire.

Cela appuie l'engagement du gouvernement de rationaliser les approbations de développement.

Projet de loi omnibus du numérique d'abord

Wynnann.Rose@ontario.ca

	<p>Le projet présente les modifications apportées au Code de la route du MTO visant à éliminer les obstacles législatifs au partage des données et à faire du MTO la première organisation numérique.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Phase 2 : Six modifications législatives ont été proposées au Code de la route, demandant l'approbation du GTT en septembre. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Traiter les documents par voie numérique et permettre l'échange de renseignements à l'échelle du gouvernement (c'est-à-dire, demander un permis de conduire ou immatriculer un véhicule en ligne et recevoir un document numérique, et faciliter les ID numériques). ▪ Assurer l'application de la loi sur la route (c'est-à-dire, la capacité à court terme de présenter un permis ou un permis de conduire sur un appareil mobile, la capacité à long terme de transférer des renseignements par voie numérique pour l'application de la loi). ▪ Fourniture électronique de renseignements sans risque de violation de la vie privée (c'est-à-dire en permettant le transfert numérique d'identification (permis de conduire mobile) pour des tiers comme les institutions financières, la Régie des alcools de l'Ontario, entre autres). ▪ Autoriser la validation des permis avec ou sans la vignette de validation (c'est-à-dire, renouveler les plaques d'immatriculation sans fournir d'autocollant). ▪ Autoriser les signatures numériques. ▪ Toute notification de suspensions ou avis par voie numérique (c'est-à-dire, recevoir un avis de suspension). 	
<p><u>Services numériques de l'Ontario (SNO)</u></p>	<p>Gestion de l'identité – Identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validations de principe (VP) et initiatives-pilotes : L'Ontario continuera de faire participer les partenaires du ministère dans l'ensemble de la FPO à la collaboration sur les possibilités de VP et projets-pilotes afin de démontrer les avantages d'une solution ou d'une approche de gestion de l'identité. • La VP actuelle comprend l'élaboration d'IPA (interface de programmation d'applications) pour la validation en temps réel de l'information d'identité à l'aide d'un permis de conduire de l'Ontario. Ce travail est effectué dans un environnement de laboratoire ou d'essai contrôlé afin de valider les hypothèses sur la technologie et l'approche permettant aux fournisseurs de solutions d'identité numérique tiers de se relier aux actifs de données de l'Ontario de façon sécuritaire. La portée comprend la démonstration d'une passerelle d'IAP pour fournir un point d'accès unique aux utilisateurs internes et externes de ces IAPI afin d'appuyer la validation et la vérification en temps réel des déclarations d'identité. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres Robert.Devries@ontario.ca</p>

- Appui au projet-pilote d'authentification et d'autorisation numérique des patients financé par le ministère de la Santé. La portée des travaux visant à démontrer l'identité numérique est en cours; le projet-pilote doit être lancé en 2020.

3. Problématiques et besoins :

Décrivez brièvement tout problème que vous souhaiteriez aborder dans le cadre du CDPISP et le type d'aide que vous recherchez.

Groupe ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)

Gestion des données

- Harmonisation et orientation de la gestion globale des données de base qui permet le partage des données entre les différents ministères et organismes gouvernementaux. Dans le contexte du partage de données, déterminer la façon de passer à un enregistrement unique pour les citoyens (adultes, jeunes ou enfants) au lieu d'effectuer plusieurs enregistrements des données de la même personne dans des systèmes de dossiers différents. Ce mécanisme peut aider et être utilisé pour identifier de façon unique les dossiers personnels dans les systèmes de protection de l'enfance comme le RIPE et éliminer la possibilité de créer des dossiers en double la même personne.
- Déterminer la meilleure façon de mettre en œuvre les exigences en matière de données sur les Autochtones dans les organisations gouvernementales et établir une gouvernance et des principes directeurs communs. Cela permettra à des systèmes comme le RIPE de suivre des directives et des principes normalisés pour gérer les données sur les Autochtones.

Renouvellement du personnel

- Le personnel a besoin d'une formation sur les pratiques et les technologies de développement de solutions numériques.
- On doit pouvoir rapidement accroître ou réduire la capacité en fonction de la charge de travail.
- Il faut établir un état d'esprit numérique avec nos partenaires commerciaux, ce qui favorisera la gestion du changement, des processus opérationnels actuels à ceux du futur.

Empreinte de la technologie existante

- À l'heure actuelle, le ministère a d'importantes applications monolithiques dont la mise à jour et l'amélioration sont coûteuses.

Aklilu Tefera

Dirigeant principal de l'information et sous-ministre adjoint, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et Groupe ITI pour les services sociaux

Aklilu.Tefera@ontario.ca

	<ul style="list-style-type: none"> Il faut passer à des applications plus petites et plus agiles qui prennent en charge de grands systèmes d'enregistrement. Comment transformer l'ancienne technologie en outils numériques dans le climat budgétaire actuel. <p>Gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> Le processus de gouvernance actuel est déconnecté et ne favorise pas une prestation rapide et souple. Les approches de gouvernance historiques doivent être adaptées à la nouvelle façon de fournir des services tout en assurant la gérance des ressources publiques. <p>Le défi consistera à adapter un système de gouvernance cohérent et moderne à tous les niveaux du gouvernement de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI/TI).</p>	
<u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u>	<p>Leadership numérique et entrepreneuriat pour les gouvernements modernes</p> <p>Il serait utile de connaître les expériences dans l'ensemble des administrations en ce qui a trait à la création de gouvernements numériques et modernes en démontrant un leadership numérique de même qu'un entrepreneuriat à tous les niveaux de l'organisation. Cela comprendra ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> La façon dont les différentes administrations perfectionnent le secteur public pour encourager l'innovation et renforcer la capacité de leadership numérique? Études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> une planification stratégique des opérations et d'ITI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options politiques; une conception conjointe du modèle opérationnel axé sur les utilisateurs entre la TI et les partenaires de politique ou de programme. Apprendre des expériences des toutes les administrations au sujet des projets-pilotes et des validations de principe liés aux nouvelles technologies pour faire avancer le gouvernement numérique comme : l'intelligence artificielle, les chaînes de blocs, les drones et le Gouvernement ouvert. 	<p>Soussan Tabari, Dirigeante principale de l'information Groupement ITI pour les services à la collectivité Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
<u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u>	<p>Nous serions heureux de pouvoir communiquer les leçons tirées de la transformation de la prestation des services des centres de contact, des pratiques exemplaires et des approches au moment où nous commençons notre parcours de Modernisation des centres de contact.</p>	<p>Renee Laforet, Dirigeante principale de l'information Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca</p>

Groupe ITI pour les services de santé (GSS)

Gestion des identités et des accès d'assurance élevée

Le ministère de la Santé de l'Ontario a besoin d'outils et de services provinciaux de gestion de l'identité et de l'accès adéquats pour assurer un accès rentable, sécuritaire et autorisé aux systèmes et aux renseignements pour les fournisseurs et les patients, tout en se conformant aux lois pertinentes comme la *Loi de 2000 sur la protection des renseignements personnels sur la santé* de la province.

Normes : Une organisation nationale est nécessaire pour faire progresser (ou même faire respecter) l'utilisation des normes de messagerie et des terminologies normalisées pour la santé. Des occasions qui profiteraient des enquêtes, du leadership et du soutien de plusieurs administrations comprennent les suivantes :

- Normes communes de messagerie HL7-FHIR.
- Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée des médicaments dans le Système d'information sur les médicaments de chaque administration et les systèmes d'interface, aux fins cliniques ainsi que d'arbitrage (p. ex., l'Ensemble canadien de données cliniques sur les médicaments (CCDD))
- Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée de l'immunisation dans le Répertoire canadien des vaccins (RCV), la source nationale complète de vérité pour tout le contenu terminologique lié aux vaccins.
 - Les calendriers d'immunisation sont complexes, varient d'un pays à l'autre et changent fréquemment à mesure que de nouveaux vaccins sont homologués. Les gens comptent sur les infirmiers de la santé publique, leurs médecins et d'autres fournisseurs de soins de santé pour les aider à connaître les vaccins nécessaires et le moment voulu. Le RVC est essentiel afin de veiller à ce que les citoyens et leurs fournisseurs de soins de santé puissent avoir accès à des dossiers d'immunisation numériques précis, complets et d'une durée de vie prolongée et les communiquer, ce qui augmente la confiance des Canadiens dans leur capacité de gérer leurs immunisations et appuie des discussions plus éclairées avec leurs médecins.
 - Quatre fournisseurs de DME (Accuro/QHR, Oscar, YMS, Indivica) s'harmonisent actuellement avec le RCV dans le cadre des travaux d'intégration du RNI de DME l'Ontario.
 - Le RCV a été financé par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) jusqu'en mars 2019. Le manque de financement pour appuyer le développement de l'IPA et les coûts permanents de soutien au soutien logistique est maintenant à un moment critique, car les travaux du RCV, y compris les API qui appuient le projet du RNI de DME, ont cessé et devraient avoir des incidences sur les délais d'intégration et d'adoption du projet. Les flux de travail des unités de santé publique pour les programmes d'immunisation seront également touchés, et les objectifs nationaux d'interopérabilité en matière d'immunisation sont menacés.

Karen McKibbin

Dirigeante principale de l'information
 Groupe ITI pour les services de santé
Karen.McKibbin@ontario.ca

	Mise à l'échelle pour la croissance Il est nécessaire de déterminer les possibilités de mettre à l'échelle les systèmes opérationnels existants pour une croissance future. Les améliorations apportées aux systèmes de ITI sont mises en œuvre, au besoin, en trouvant des gains d'efficacité dans les coûts existants ou en établissant de nouvelles exigences législatives. À mesure que la prestation de solutions de soins de santé publique continue de croître, les systèmes existants et nouveaux doivent offrir d'autres possibilités.	
<u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u>	Déplacement des capacités des praticiens de l'information vers le numérique Dans le cadre de sa transformation, la province de l'Ontario cherche à faire en sorte que les compétences, les comportements et les capacités appropriés soient cernés et intégrés à son effectif de professionnels de l'information afin de faire passer ses capacités au numérique. À cette fin, elle entreprend un programme de travail pluriannuel visant à « reprofessionnaliser » les disciplines requises pour favoriser la conservation, l'accès et la confidentialité des documents.	John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives john.roberts@ontario.ca
4. Sujets d'intérêt : Veuillez cerner des sujets d'intérêt pour votre compétence en prévision des prochaines réunions et téléconférences du CDPISP.		
<u>Groupe ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	Direction générale des demandes liées aux regroupements Collaboration interprovinciale sur l'échange des pratiques exemplaires dans le domaine de la gouvernance des données, de la gestion des données maîtresses et de l'analyse. <u>Direction des ressources informatiques</u> Collaboration interprovinciale sur l'échange de pratiques exemplaires dans des domaines d'intérêt commun, par exemple la gestion de l'effectif occasionnel et la gestion du changement organisationnel.	Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information Groupe ITI pour les organismes centraux Liz.MacKenzie@ontario.ca
<u>Groupe ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	L'utilisation du nuage public pour les données à haute sensibilité, compte tenu des lois sur la souveraineté des données et la liberté d'information dans les politiques de sécurité des États-Unis, du Canada et de la cybersécurité.	Aklilu Tefera Dirigeant principal de l'information et sous-ministre adjoint, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et Groupe ITI pour les services sociaux Aklilu.Tefera@ontario.ca
<u>Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u>	Fonctionnalités d'authentification unique pour prendre en charge l'accès élargi des employés du secteur public aux systèmes d'informatique en nuage.	Renee Laforet, Dirigeante principale de l'information Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux renee.laforet@ontario.ca

<p><u>Groupelement ITI pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p>Réseau à large bande pour la sécurité publique À mesure que le service d'urgence 911 et le secteur de la sécurité publique continuent d'innover et d'évoluer, il y a de grandes possibilités de tirer parti des outils et des technologies modernes pour améliorer l'expérience des premiers intervenants, comme les ambulanciers paramédicaux et les répartiteurs, tout en améliorant les services offerts aux patients. À mesure que les services paramédicaux et d'autres fonctions essentielles sont assurés sur le terrain, il est essentiel de pouvoir communiquer de façon fiable avec les appareils mobiles, tant dans les zones urbaines que rurales. Un réseau à large bande sécurisé et dédié permettra de fournir ces services essentiels et de réaliser des possibilités novatrices.</p> <p>Traitement des demandes Nous examinons actuellement des options pour moderniser notre traitement des demandes (médicales, pharmaceutiques, d'appareils fonctionnels, etc.), et nous aimerions entendre d'autres administrations sur la façon dont elles ont modernisé leur approche.</p> <p>Communications de solutions Le Groupelement ITI pour les services de santé (GSS) offre plus de 230 systèmes opérationnels pour 14 millions de clients et il appuie des dépenses de 61 milliards de dollars. Les solutions du GSS sont solides, sécurisées et toujours actives. Le grand public n'est peut-être pas nécessairement au courant de la vaste gamme de solutions technologiques du secteur des soins de santé offertes par la province pour s'assurer que les Ontariens sont en bonne santé. Ce manque de sensibilisation possible pourrait constituer un obstacle pour les Ontariens à l'utilisation intégrale des solutions de santé numérique qui leur sont offertes.</p>	<p>Karen McKibbin Dirigeante principale de l'information Groupelement ITI pour les services de santé Karen.McKibbin@ontario.ca</p>
<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p>Prochaine génération 911 – Comment d'autres administrations prévoient-elles gérer les volumes extrêmes de données qui seront générées, du point de vue de la TI, mais surtout du point de vue humain?</p>	<p>Catherine Emile Directrice principale de l'information intérimaire et sous-ministre adjointe Services technologiques pour la justice catherine.emile@ontario.ca43</p>